

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

La Suisse est neutre – ou bien ce n'est plus la Suisse

par Erika Vögeli

Depuis plus de 30 ans, on assiste à ce que certains cercles s'affairent à réorienter le système politique suisse. Sans mandat du peuple, sans discussion préalable, ils ne cessent de tout miser sur la transformation de notre conception de l'Etat. Il suffit de comparer le «Rapport sur la politique extérieure» du Conseil fédéral de 1988 avec la politique menée à partir du début des années 1990 pour constater que l'écart ne pourrait être plus grand. En 1988, une prise de position limpide en faveur de la Suisse, pays de démocratie directe avec sa neutralité; réaffirmation de principe que ces deux éléments préalables ne permettent pas l'intégration de la Suisse dans l'UE, son rapprochement à l'OTAN ou à d'autres organisations internationales qu'au prix de sa perte d'autonomie. Tandis que depuis les années 1990, il a un arrosage permanent de la Suisse d'un potpourri de reproches défaitistes du genre que notre pays ferait des caprices à «choisir ses menus à la carte», (le fameux «cherry picking»), manqueraient «de solidarité», dorloterait ses «idées dépassées» et enfermerait «dans ses mythes désuets». Le slogan du 700^e anniversaire de la Confédération en 1991, «700 ans, ça suffit!» affichée de la mouvance sub-culturelle, se révéla ensuite être au programme.

Les tenants et les aboutissants des vagues destructives

Ce mitraillage médiatique et politique contre l'identité suisse s'est intensifié avec la chute du rideau de fer, la fin de l'URSS et l'ivresse jubilatoire des élites américaines au pouvoir lorsqu'elles se félicitèrent de leur «victoire» dans la Guerre froide, de la «fin de l'histoire» et de l'avènement de l'«âge d'or» de régie américaine autoproclamée. *George H.W. Bush* annonça un «nouvel ordre mondial», de concert avec la planification du «nouveau siècle américain» dans lequel les Etats-Unis consolideraient leur supériorité militaire jusque dans les sphères des plus éloignées des régions du monde.

Tout cela a également eu son impact en Suisse. Certains représentants influents du domaine politique et économique et des médias semblent avoir été tellement impressionnés de cette mégalomanie qu'ils s'empresaient à ne pas manquer ce «train de l'histoire». Sous le mot d'ordre «repenser l'Etat», pour reprendre les termes d'une grande manifestation organisée à Berne à l'époque, des milieux administratifs ont imposé à la Suisse leur doctrine de réformes qui ne s'orientait pas sur nos besoins, mais notamment sur les directives d'institutions internationales comme l'OCDE et l'UE.

Alors l'élan «réformiste» prenait de l'ampleur. On a réécrit l'histoire, on a hurlé et pesté

«Au cours de l'histoire, la neutralité suisse n'a pas simplement résulté de l'application conforme de droits et d'obligations définis par le droit international. Elle est plus qu'une maxime de politique étrangère, décrite par le droit international, plus qu'un principe reconnu en 1815 par les puissances européennes de l'époque. Bien plus: c'est un principe de base qui s'est développé de manière organique avec la quête et l'essence de notre Etat fédéral, c'est-à-dire le principe de la raison d'être de notre Etat, organiquement liée à notre histoire.»

contre tout ce qui avait été fait jusqu'à présent, souvent avec le seul argument que ce qui avait fait ses preuves avait une grosse faute: celle ne pas être de l'innovation. On répétait à chaque occasion que la Suisse se trouvait dans un «blocage de réformes» – sans pourtant se demander si et pour quelle raison la chose ayant présument besoin d'être réformée nécessitait son abolition pour du vrai et sans faire appel à l'expérience et au discernement pour évaluer un peu les conséquences de toutes ces «nouveauautés» et de ces bienfaits dictées du «nouvel ordre mondial».

L'Etat et tous les domaines du *service public*, tenus de servir le bien commun et qui fonctionnent bien en grande partie, devaient devenir économiquement rentables et «efficaces». Sous la devise de «l'amaigrissement de l'Etat», on a commencé – non pas en Suisse seulement – à transformer l'Etat en bureau exécutif d'entreprises à réseau mondial (mot-clé: privatisation du secteur public) – en réalité, cette procédure aboutissait à ce que le corps administratif ait subi une cure d'engraissement. Les réformes se faisaient de plus en plus par le biais d'actes administratifs et de campagnes telles que les «ateliers du futur» et autres, au lieu de les baser sur le processus éprouvé de la démocratie directe.

Le système de santé – considéré jusqu'alors comme l'un des meilleurs au monde – a été mis sens dessus dessous. On a commencé à réformer les écoles, sous prétexte de les mettre au service de «l'économie», et on a ruiné notre excellente école publique à l'ombre d'elle-même, de sorte que la Suisse va probablement bientôt manquer de la seule ressource sur laquelle elle s'est appuyée pendant des décennies, à savoir son solide système éducatif public, car quelques super-élèves ne peuvent pas compenser ce qu'une large et bonne base éducative signifie pour une économie saine et une démocratie vivante. On a bradé l'argenterie de famille – soit à la bourse ou en adoptant des méthodes de gestion américaines – pour finalement se montrer étonné du peu d'intérêt que les grands inves-

tisseurs étrangers portaient à notre petite économie nationale. Contre la volonté du peuple, par exemple dans le domaine de l'approvisionnement en électricité, on a également commencé à grignoter le *service public*. Dans différents partis politiques, l'avidité de remplacer le processus traditionnel d'arriver à ses choix démocratiquement, au sens du bas vers le haut, par son contraire, la tendance au pouvoir centralisé, s'est répandu vite dans la plupart des partis suisses influents.

Rapprochement de l'OTAN et «débat» sur la neutralité

Et l'on a commencé à rapprocher la Suisse à l'OTAN, étape par étape, en essayant de faire perdre à la population suisse son sens de la neutralité. Les porte-paroles de l'adhésion suisse à l'alliance européenne et atlantique n'y aboutirent pas vraiment – la population s'est toujours exprimée trop nettement en faveur du maintien de la neutralité, celle-ci étant trop ancrée dans les sentiments et les pensées dans la conception globale de l'Etat, dans l'existence même de la Suisse. Donc, on s'est mis à vendre la stratégie de désintégration comme étant parfaitement compatible avec la neutralité. En lieu et place d'un débat honnête sur le sujet, on s'est servi des méthodes de relations publiques, d'une guerre psychologique avec diffamation et dénigrement. On prétend exiger la solidarité – et on dissimule tant bien que mal le fait que l'on s'aligne docilement sur les exigences et les menaces face aux attaques transatlantiques présomptueuses. Rappelons-nous l'affaire autour du Crédit Suisse.

Hormis les plus grossières attaques, la discussion publique se limite à un débat pseudo-intellectuel sur quelques aspects juridiques formels concernant la neutralité suisse. En politique et dans les médias, la question principale est de savoir quelle interprétation donner au droit de la neutralité, garanti au niveau international. Ce n'est pas seulement une mauvaise justification pour la soumission embarrassante aux exigences d'un prétendu

hégémon mondial en déclin et de sa filiale à Bruxelles. Ce qui plus est, ce débat oriente la réflexion dans une direction totalement erronée, car elle ignore l'essence, le véritable sens de la neutralité suisse.

La neutralité suisse – autre chose que les droits et obligations du droit international

Au cours de l'histoire, celle-ci n'a pas simplement résulté de l'application conforme de droits et d'obligations définis par le droit international. Elle est plus qu'une maxime de politique étrangère, décrite par le droit international, plus qu'un principe reconnu en 1815 par les puissances européennes de l'époque. Bien plus: c'est un principe de base qui s'est développé de manière organique avec la quête et l'essence de notre Etat fédéral, c'est-à-dire le principe de la raison d'être de notre Etat, organiquement liée à notre histoire. L'histoire nous a pour ainsi dire «éduqués» à la neutralité. Sans l'application de ce principe, l'Ancienne Confédération n'aurait jamais pu se maintenir au fil des siècles et ne serait jamais devenue l'Etat fédéral dont nous fêtons, cette année, ses 175 ans d'existence.

Ce n'est pas tant la «sage prévoyance» qui a poussé nos ancêtres à se donner le statut de la neutralité de principe, mais plutôt les nécessités historiques et les leçons souvent difficiles qu'ils nous ont imposées. Ce qui les a guidés – souvent de manière plutôt intuitive, était l'objectif intemporel et jamais abandonné, car fondamentalement humain: le maintien de la liberté concédée avant tout à la petite unité, qui a également été préservée plus tard, sous la forme de l'Etat fédéral suisse moderne. Issue de l'alliance voulue et développée par contrat avec les autres cantons, la Constitution fédérale de 1848 préserve avant tout la liberté communale et, avec le fédéralisme suisse, la large autonomie des cantons. Ceux-ci disposent de plus de droits souverains que ceux qu'offre maint statut d'autonomie concédée à d'autres pays. En plus de la démocratie directe fonctionnant également au niveau communal déjà (sous forme de votation populaire directe et des moyens de référendum et d'initiative dont jouit le citoyen), la constitution de la Suisse en Fédération a ancré et développé les possibilités qu'offre la démocratie directe, dans son degré maximal de participation du citoyen, pour lui donner d'avantage d'impact sur les niveaux cantonal et fédéral aussi.

La volonté de liberté, une force motrice

Cette structure de l'Etat, qui s'est développée de bas en haut et qui nous a permis – ceci dit en toute modestie – de jouir d'un maximum

Suite page 2

La neutralité – cette magnifique chance pour la Suisse et le monde entier

«Puisque nous avons déclaré notre neutralité en tant que perpétuelle il est donc exclu, en matière de politique étrangère, que nous changions nos positions selon les circonstances internationales variables, et c'est justement cette position de principe qui fait que nous sommes à l'abri du reproche de laisser notre manteau au vent pour en tirer avantage. Nous portons les lourdes charges de notre neutralité armée sans aucune intention de profiter d'un changement de constellation politique pour gagner du pouvoir, contrairement au neutre occasionnel ou à un non-belligérant». (Edgar Bonjour. Die schweizerische Neutralität. Ihre geschichtliche Wurzel und gegenwärtige Funktion. Bern 1943. p. 28, trad. Hd.)

«La neutralité ne sert donc pas seulement à préserver l'existence extérieure, mais elle sert à préserver l'essence même de la Suisse. – Mais pour le reste du monde aussi, la Suisse peut être plus importante en restant fidèle à sa tradition que de s'abandonner au profit d'un autre principe. Le fait que la Suisse est exempte de la charge d'aucune sorte de politique de puissance lui confère un prestige international à di-

mension qu'elle n'aurait jamais obtenue en tant que puissance. Ce prestige, elle l'a toujours su en tirer profit dans l'intérêt de l'humanité. Lors de la dernière guerre, dans de nombreux cas allant de la Chine à la France, ce furent des Suisses, avec ou sans mandat d'Etat, qui ont servi d'intermédiaires entre des parties ennemies. C'est toujours cette confiance internationale et la réputation d'impartialité dont jouit la Suisse qui ont permis l'efficacité de la Croix-Rouge internationale dans son entreprise constante de réaliser des prestations incommensurables pour soulager la misère de la guerre.» (Wolfgang von Wartburg. Geschichte der Schweiz. p. 250s., trad. Hd.)

«Après les terribles guerres du XX^e siècle, la politique belliqueuse des grandes puissances ne peut plus s'imposer que là où les mécanismes de contrôle démocratiques n'existent pas ou peuvent être mis hors service. La paix peut s'épanouir là où le renoncement à la grandeur et à la violence va de soi et où l'Etat est construit à partir de la base, par des décisions populaires directes en unités gérables. La Suisse se trouve elle aussi à un tournant. Elle peut se rallier

aux grandes puissances atlantiques dont la boussole reste la guerre, trahir ses origines et sombrer. Ou bien elle peut assumer courageusement sa mission historique au sein de l'Europe, mettre en pratique son principe stipulant que le droit devance la force, tel qu'il est défini dans la maxime de neutralité, et mener ainsi la meilleure politique de paix possible aujourd'hui!» (Peter Mattmann-Allamand. Le véritable objectif de la révision de la loi militaire: briser le tabou de la «neutralité»; ds: *Horizons et débats*. Edition spéciale sur la votation du 27 juin 2001, avril 2001, p. 6)

«L'abandon de l'empire serait l'étape d'apprentissage la plus importante. Aucun pays au monde ne devrait avoir le droit d'étendre son pouvoir économique et politique par la force au détriment d'autres pays. Le droit avant la force plutôt que la force avant le droit (cette transformation du sens de sa raison d'être, proclamé aujourd'hui par l'OTAN elle-même!) Dans ce contexte, les maximes fondamentales que la Confédération suisse s'efforce de suivre depuis des siècles ne sont pas les reliques

désuètes d'un nationalisme égoïste, mais des concepts de politique étrangère ultramodernes et porteurs d'avenir.» (Peter Mattmann-Allamand. Le véritable objectif de la révision de la loi militaire: briser le tabou de la «neutralité»; ds: *Horizons et débats*. Edition spéciale sur la votation du 27 juin 2001, avril 2001. p. 6)

«Enfin, la neutralité: un mot dans lequel on retrouve toutes les lettres du mot nature. La neutralité est notre nature. Elle donne le ton de la vie dans notre pays. La Suisse n'aime pas les conflits. Et c'est courageux si l'on sait être en même temps une constante force de paix pour l'humanité, ainsi que le veut notre Constitution. Il n'est certes pas simple de mener une politique étrangère aussi indépendante, spécifique, impartiale, dans un monde instable et multipolaire. Mais c'est également une grande chance, pour la Suisse comme pour ce monde.»

Extrait de l'allocution du Conseiller fédéral Didier Burkhalter à l'occasion du 1^{er} Août 2017, cité dans *Horizons et débats* du 22 août 2017

S'aligner sur l'OTAN conduit la Suisse à une possible prochaine guerre!

par Gotthard Frick



Gotthard Frick
(photo mad)

Actuellement, notre pays envisage de s'armer plus ou moins étroitement à l'OTAN. Mais il manque une indication importante dans le débat: le fait qu'ainsi nous nous assurions une implication automatique dans une éventuelle prochaine grande guerre en Europe. Est-ce ce que nous voulons? Au vu des tensions qui se sont à nouveau accrues, une telle éventualité n'est malheureusement plus impossible entre les importantes puissances: au départ les Etats-Unis et l'OTAN en tant qu'appendice, d'une part, et la Russie et la Chine d'autre part, avec des extensions possibles jusqu'à une troisième guerre mondiale.

Comme l'auteur l'a vécu à maintes reprises au cours de ses activités professionnelles dans le

monde entier, même par les gens ordinaires percevaient la Suisse positivement, comme un pays neutre doté d'une économie forte et innovante et d'une armée impressionnante. Lorsqu'un chauffeur de taxi au Kenya, un partenaire commercial indien à Bombay, un officier supérieur chinois à Pékin, un ministre brésilien à Rio de Janeiro ou un haut fonctionnaire de l'ONU à New York lui demandaient d'où il venait, la conversation commençait toujours par l'analogie presque univoque qui reprenait l'expression d'un voisin de banc chinois dans le métro de Pékin: «Ah, les Suisses, le peuple le plus défensif et le plus pacifique du monde!» C'est ce qu'écrivaient presque habituellement les médias du monde entier lorsqu'ils publiaient des articles sur notre pays, et il va de soi que la neutralité faisait également partie de l'image lumineuse et était considérée comme exemplaire. Cette image positive a également contribué au fait que nous soyons considéré comme un médiateur et un soutien pour les personnes concernées et jamais comme un potentiel partenaire d'une partie dans une future

guerre. Nombreux étaient ceux affirmant que la Suisse, pour eux, était un exemple réel pour leur propre pays.

Cette perception s'est inversée ces dernières années, suite au démantèlement de notre armée. Ainsi, lors du dernier dîner amical à Pékin, un membre de la direction d'un des plus grands groupes chinois m'a brusquement demandé pourquoi la Suisse avait supprimé son armée. Les médias internationaux ont également fait état du démantèlement de notre armée et l'ont jugé très négativement. Voici deux exemples tirés d'un grand nombre d'articles publiés dans le monde: «Se moquer de la Suisse est tellement facile que c'est presque antisportif [...]. Tous les journaux du monde ont publié un article moqueur sur la Suisse». (Business Standard, Inde, 21/02/14, à propos de l'armée suisse autrefois si puissante, qui aurait disposé, selon l'article, de 26 000 bunkers). «La réputation de la Suisse en tant que forteresse imprenable a connu un revers ces dernières semaines» (Press of Atlantic City, USA, 23/02/14).

En cas de guerre en Europe, une Suisse neutre serait extraordinairement dérangeante sur le plan stratégique, en particulier pour les puissances occidentales. Nous serions entourés par leurs armées, dont nous bloquerions les voies de transport directes, y compris dans l'espace aérien. Le risque est grand que nous soyons attaqués par les puissances occidentales lors d'une grande guerre ou qu'elles ignorent la neutralité de notre espace aérien en en tirant amplement profit, comme c'était le cas avec les belligérants de la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, ne pas nous aligner sur l'OTAN ne nous éviterait toutefois d'être impliqués dans une guerre en Europe qu'à condition que nous maintenions nous-mêmes une armée «empêchant la guerre», conformément à l'article 58 de la Constitution fédérale, de sorte qu'une attaque contre notre pays apparaisse à l'agresseur comme étant sans espoir ou entraînant trop de pertes – comme c'était le cas pendant la Seconde Guerre mondiale. • (Traduction *Horizons et débats*)

«La Suisse est neutre – ou bien ...»
suite de la page 1

de liberté et de participation aux décisions, de régler de manière civilisée les conflits et les divergences d'intérêts, n'aurait pas pu se développer sans le principe de neutralité qui s'est toujours imposé. Ce qui fait que cette neutralité est aussi, à l'inverse, l'expression d'une histoire dans laquelle, en fin de compte, la volonté de préserver la plus grande liberté possible au citoyen a toujours trouvé sa voie.

Ainsi, la neutralité suisse est issue d'une histoire dans laquelle le besoin fondamental naturel de tous les êtres humains, à savoir le désir de liberté et d'autodétermination, a été une force motrice. Mais ceci non pas dans la variante individualiste actuelle, qui part souvent d'un individu totalement (pseudo)indépendant, aspirant à la pure performance de soi, détaché de toute responsabilité envers ses semblables. En tant qu'être humain, l'individu est en premier lieu membre d'une communauté sans laquelle la vie humaine ne serait pas concevable. C'est en vertu de cette nature sociale caractérisant l'homme que sa liberté ne se réduit pas à ne faire que ce qu'il veut sans tenir compte de tout et de tous. En effet, il est censé développer ses capacités et son potentiel humain en vue du bien-être de cette communauté. Il doit les apporter et participer à la vie en commun, la façonner là où il est concerné, car c'est là que réside sa dignité, la dignité de l'homme.

Le principe coopératif de l'entraide, de la responsabilité personnelle et de l'autogestion – que l'on peut d'ailleurs observer historiquement et actuellement dans le monde entier et que l'on pourrait tout à fait qualifier de constante anthropologique – est en quelque sorte la forme d'organisation pré-étatique de la cohabitation humaine. Elle ne doit aucunement servir le pouvoir absolu, mais tous les membres de la communauté et leur vie, c'est-à-dire l'individu tel qu'il est, et ceci bien avant toute constitution étatique. Pouvoir préserver cette liberté de tout un chacun, dans son propre cadre, était le motif essentiel de l'alliance primitive et volontaire des Confédérés, consistant en fait en de nombreux et différents traités d'alliance dont l'expansion se fit au cours des siècles. Ce sont ces leçons historiques qui ont dû être apprises de nos populations: l'expérience que cette liberté était toujours menacée et que son maintien exigeait un compromis qui allait de pair avec le renoncement à une politique d'intérêts trop unilatérale ou égoïste.

Il fallait prendre conscience qu'une structure aussi variée et souple qu'a été l'ancienne Confédération pendant des siècles ne pouvait être maintenue que si l'on respectait l'autodétermination des autres Confédérés: la liberté propre à un ancien canton ne pouvait être obtenue que si l'on n'empiétait pas trop sur celle des autres. La neutralité, pour ainsi dire, a donc une dimension essentiellement intérieure.

La liberté a besoin du principe «Le droit devance la contrainte»

Mais la liberté de cette alliance, et donc la possibilité d'autodétermination de ses membres, n'a pu être préservée durant toute cette période qu'à la condition d'avoir su éviter l'accaparement des différents membres de l'al-

liance par les grandes puissances environnantes. La confédération précaire, née de la volonté d'une autodétermination aussi large que possible de chacun de ses membres devait toujours se prémunir contre les tentatives de les tirer dans leur champs, sollicitude permanente exercée contre leur autonomie par les grandes puissances environnantes. L'existence de l'alliance dépendait essentiellement du règlement, dans la mesure du possible, de ses conflits internes, et ceci au travers, s'ils existaient, des dispositions juridiques, des négociations, des traités ou des tribunaux d'arbitrage. Ce n'est pas un hasard si l'arbitrage, en tant que mécanisme de règlement des conflits entre les membres de la Confédération, et le refus de la juridiction étrangère ont été inscrits dès le début dans le Pacte fédéral – la reconnaissance du principe «Le droit devance la contrainte» s'étant imposée en tant qu'élément impératif de sa survie. Elle imposait aux membres de la Confédération l'attitude de retenue dans l'expression de leurs conflits d'intérêts, et ceci précisément dans le but de préserver l'alliance commune pour contrer les ambitions de grande puissance de leurs voisins.

Parallèlement, l'interdiction de pactiser avec des puissances étrangères sans l'accord de tous les autres cantons ou «lieux» («Orte» comme s'appelaient les cantons actuels dans le passé), s'est développée. Le mot devenu fameux de Nicolas de Flue «Ne vous emmêlez pas dans les affaires étrangères» s'avérait dans toute son essence de principe pour la cohésion, car les affaires des autres auraient inévitablement conduit à des dissensions et à des conflits internes en raison des différents partis pris. Seule la subordination de la politique extérieure à la politique intérieure nous a permis de développer et de maintenir jusqu'à aujourd'hui toutes les institutions libérales que nous apprécions tant.

En d'autres termes, «l'éducation par l'histoire» favorisant le compromis et la résolution contractuelle des conflits d'intérêts a marqué la politique intérieure – mettant la politique extérieure au service de la politique intérieure, faisant de l'Etat l'instance dépositaire de la liberté de l'individu et de la communauté dans laquelle nous vivons, et lui imposant ainsi ses limites nécessaires. De là s'est développée – en quelque sorte comme une valeur d'expérience et un effet concomitant des leçons historiques reçues, mais jusqu'à aujourd'hui bien trop peu conçue et réfléchie – une certaine attitude envers l'Etat. Wolfgang von Wartburg a dénommé cette attitude fondamentale suisse par la notion d'«humanisme politique». C'est en effet cette attitude fondamentale qui nie toute fin en soi de l'Etat, mais le renvoie à la tâche ultime de toute formation et organisation communautaire: la création des conditions nécessaires au libre développement de tous les hommes qui y vivent. La politique de puissance, voire la politique de grande puissance, la domination des autres, l'ingérence dans leurs conditions et leurs modes de vie ne font définitivement pas partie dans cette conception de l'Etat. La forme de démocratie directe telle qu'elle s'est développée en Suisse en est l'une des expressions – la seule forme démocratique concevable dans les principes, à condition que

le citoyen soit majeur. Cela ne garantit évidemment pas la cohabitation sociale parfaite. Le fait que la forme réelle de cet Etat n'ait jamais correspondu à l'idéal, ni historiquement, ni actuellement, est due à l'évolution de l'homme et de l'histoire de l'humanité.

Cette neutralité, source de liberté et de solidarité entre les citoyens

Cette «subordination de la politique extérieure à la politique intérieure» n'a toutefois rien à voir avec l'isolement ou le désintérêt pour le sort des autres. Tout d'abord, pour l'Etat de droit réel et ainsi respectant les principes du droit international, il n'existe guère de politique étrangère autre que celle de neutralité. La préservation de la paix et de la liberté des citoyens, la protection de sa propre population, la promotion de leur bien-être commun – voilà donc ce qui donne à l'Etat sa légitimité. En Suisse, la neutralité comme raison d'être en tant qu'Etat n'a de toute façon rien à voir – ils sont nombreux à le souligner à maintes occasions – avec la neutralité d'opinion imposée aux citoyens. Au contraire, comme l'a déclaré le conseiller fédéral Max Petitpierre en 1948, à l'occasion du centenaire de la Confédération suisse, en rappelant ceci: «La Suisse a toujours refusé à une neutralité morale. Elle a toujours considéré qu'il n'y avait qu'une neutralité de l'Etat, dont les limites sont déterminées par le droit et qui, dans une démocratie, ne s'étend pas aux individus, dont le jugement personnel reste intact.» C'est précisément l'obligation de neutralité de l'Etat en matière de politique extérieure qui lui impose les limites nécessaires en politique intérieure, précisément pour préserver l'usurpation de pouvoir et l'arbitraire. En revanche, nourrir les ambitions d'une grande puissance ainsi que l'adossement à une grande puissance conduisent tôt ou tard à vouloir influencer et orienter la pensée, la liberté d'opinion et de parole des citoyens dans le sens des aspirations de l'hégémon.

La neutralité de l'Etat exigeant la stricte impartialité vis-à-vis de tous les belligérants, ne restreint en rien les sentiments et les pensées de ses citoyens – en tant que concitoyens libres, ils peuvent témoigner de leur solidarité avec n'importe qui. Le juriste suisse Emer de Vattel (1714-1767), qui, comme le fait remarquer Pirmin Meier, «s'est distingué bien avant Pictet de Rochemont comme théoricien de la neutralité intégrale de la Confédération»,³ exprima ainsi ce lien: «Je suis né dans un pays dont l'âme, la richesse et la loi fondamentale sont la liberté. Par ma naissance, il m'est donc donné d'être l'ami de toutes les nations.»⁴

La véritable solidarité exige cette liberté. La soumission à une grande puissance, l'intégration dans un bloc militaire l'étouffent inévitablement. C'est la neutralité qui a permis à la petite Suisse de devenir une «grande puissance diplomatique» pendant la Seconde Guerre mondiale⁵ – la confiance dans la neutralité inconditionnelle, intégrale et armée qui, dans de nombreux pays différents, ennemis les uns des autres, a permis aux diplomates suisses et aux représentants du CICR d'agir discrètement, mais efficacement sur le plan humanitaire en faveur d'innombrables indivi-

us. De telles interventions constituent une véritable politique de paix: même si elles passent sans influencer la guerre, elles laissent des traces d'humanité qui vont au-delà de la guerre, en rappelant à tous ceux qui les vivent le meilleur côté de l'humanité, ce qui fait que l'individu reste vraiment humain.

Au lieu de minimiser la Suisse et sa neutralité et de les dénigrer de manière défaitiste, nous ferions mieux de les repenser en fonction de leur contenu et de leur potentiel pour un monde plus humain et plus pacifique.

La neutralité – fondement préalable à la démocratie directe

Mais avant tout, nous devons nous rendre compte que la Suisse, en tant que pays de démocratie directe dans lequel nous avons réalisé un maximum de possibilités de participation et d'organisation politique, ne peut pas continuer à exister sans neutralité. Dans une perspective historique, en envisageant toute l'évolution de la neutralité suisse depuis les débuts jusqu'à aujourd'hui, l'abandon de la neutralité signifierait en effet pour la Suisse l'abandon de sa propre identité et ainsi la fin de la Suisse telle qu'elle existe aujourd'hui. Bien sûr, elle pourrait continuer à exister en tant que territoire ou unité administrative d'une UE ou en tant que régions allemandes, françaises ou italiennes, en forme de partie d'un bloc puissant.⁶ Mais en tant que modèle autonome, ayant évolué historiquement de bas en haut et s'étant affirmée au cours des siècles comme ligne de défense contre les allures revendicatives des grandes puissances, elle n'est pas concevable sans sa neutralité. La neutralité est un élément central qui a permis, dans sa démocratie directe fédéraliste fonctionnant de manière subsidiaire de bas en haut, à la structure étatique suisse de rester à la «portée de l'homme» qui, parmi les multiples formes d'organisation étatique existantes, lui permet de répondre au mieux à ce qui correspond à la nature humaine. Préserver ce modèle «en tant qu'aiguillon permanent contre la ruée monétaire qui pousse la politique de grande-puissance», c'est là que se montre la vraie solidarité avec les nombreuses peuples se trouvant en détresse dans ce monde unique qui est le nôtre, tout cela ensemble avec une contribution hautement sensée en faveur de la paix mondiale. •

1 von Wartburg, Wolfgang. *Geschichte der Schweiz*. p. 247

2 V. Max Petitpierre, ds: *Schweizerische Demokratie 1848–1948. Hundert Jahre Schweizer Bundesstaat* (passage cité souligné dans l'original).

3 Meier, Pirmin. Ein Plaidoyer für Schweizer Philosophen. Dans: Hirt, Walter; Nef, Robert; Ritter, Richard C. *Eigenständig. Die Schweiz – ein Sonderfall*. Zurich 2002. p. 308

4 cité d'après Meier, Pirmin. Loc.cit. p. 308 (sur les réflexions de Vattel en matière de droit international, voir: *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle*. 1758

5 Rings, Werner. *Advokaten des Feindes. Das Abenteurer der politischen Neutralität*. Vienne et Düsseldorf 1966. p. 9

6 cf. Mattmann-Allamand, Peter. Le véritable objectif de la révision de la loi militaire: briser le tabou de la neutralité. Dans: *Horizons et débats*. Edition spéciale sur la votation du 20 juin 2001. avril 2001. p. 5

7 Vögeli, Erika. Politique de paix - la mission de la Suisse. Ds: *Horizons et débats*. Edition spéciale sur la votation du 20 juin 2001. avril 2001. p. 3

«Enfreinte à notre neutralité!»

Protestation contre la propagande vidéo de Zelensky au Parlement suisse

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

Les bureaux du Conseil national et du Conseil des Etats ont accepté une demande de l'Ukraine de diffuser une apparition vidéo du président Selenski au Parlement suisse pendant la session d'été. Cette invitation d'un belligérant est une violation flagrante de la neutralité, d'autant plus qu'une autre décision concernant la réexportation d'armes suisses sur le champ de bataille ukrainien est prévue pour cette session.

Quel crime que d'arroser le peuple ukrainien exsangue avec toujours plus de tonnes et de tonnes d'armes! La Suisse neutre ne doit pas y participer. Nos représentants du peuple devraient se garder d'entraîner notre pays encore plus profondément dans le tourbillon dans lequel Washington, Londres et Bruxelles veulent nous entraîner. Revenons aux valeurs suisses liées à la maxime de la neutralité: aide humanitaire, bons offices, soutien humain et financier inconditionnel du CICR, ancrés en Suisse. Pour pouvoir apporter son aide indispensable aux personnes souffrant des deux côtés du front dans toutes les guerres du monde, la Croix-Rouge a besoin d'être protégée par garantie de la neutralité suisse.

Opposition à un acte du Parlement contraire à la neutralité

Extrait du communiqué de presse des bureaux du Conseil national et du Conseil des Etats du 5 mai 2023: «Le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky s'adressera au Parlement suisse pendant la session d'été par vidéo. Les Bureaux du Conseil national et du Conseil des

Etats ont approuvé une demande de l'Ukraine en ce sens»¹.

Le Conseiller national Thomas Aeschi, qui est également membre du bureau en tant que président du groupe parlementaire de l'UDC, s'est élevé contre cet acte contraire à la neutralité. Il a publié sa protestation dans un tweet: «Je refuse que le Président ukrainien fasse un discours vidéo dans la salle du Conseil national (j'ai déposé cette demande au bureau). L'Ukraine tente d'exercer une influence directe sur la décision parlementaire concernant les livraisons d'armes. Notre neutralité est bafouée!» (Thomas Aeschi@thomas_aeschi) Aeschi est membre du comité d'initiative de l'«Initiative sur la neutralité» pour laquelle des signatures sont actuellement collectées en Suisse.

L'agence de presse russe TASS a repris la décision du Parlement et l'opposition du Conseiller national Thomas Aeschi le 6 mai sous le titre «Le discours de Zelensky au Parlement suisse bafoue la neutralité du pays». Il est bon que les téléspectateurs russes apprennent que tous les Suisses ne veulent pas s'écarter du chemin de la neutralité.

«Nous perdons les derniers vestiges fragiles de notre neutralité déjà bafouée»

Un autre membre du comité d'initiative protestant contre la décision du bureau est Stefan Millius, journaliste et auteur d'Appenzell. Sur son blog, il écrit: «[...] cela contredit tout ce qui devrait être sacré pour la Suisse. Un appel vidéo du Président ukrainien Zelensky directement dans la salle du Conseil national est une aberration absolue. Et les parlementaires qui autorisent cela ou qui y assistent oublient où ils se trouvent».

Millius poursuit: «Nous trouvons tous la guerre épouvantable. Nous voulons tous qu'elle s'arrête. [...] Mais il ne s'agit pas ici de la Russie ou de l'Ukraine. Il s'agit de la Suisse, de ses valeurs, de sa position. Si l'on diffuse le discours d'un Président d'un pays belligérant – quelles que soient les conditions – au Palais fédéral devant nos parlementaires, nous devenons nous aussi parti belligérant. Nous perdons les derniers vestiges fragiles de notre neutralité déjà bafouée. C'est aussi simple que cela. C'est d'une simplicité enfantine à comprendre»².

La CPS du Conseil des Etats veut mettre fin à la neutralité suisse

Pendant ce temps, la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-E) prépare le terrain pour abandonner définitivement notre neutralité. Lors de sa séance du 11 mai, elle a approuvé à la majorité les variantes les plus aventureuses de modifications législatives. En résumé, la commission propose, par le biais de plusieurs interventions, que le Conseil des Etats approuve, lors de la prochaine session d'été (à partir du 30 mai), la transmission par des Etats membres de l'OTAN d'armes achetées en Suisse.³ Tout cela bafoue la neutralité! De plus, certaines d'entre elles violent de manière flagrante les principes de l'Etat de droit (interdiction de la rétroactivité⁴) ou réécrivent tout simplement la Charte de l'ONU: Selon la CPS-E, une majorité des deux tiers de l'Assemblée générale de l'ONU doit permettre de passer outre un veto au Conseil de sécurité. Il est particulièrement choquant que la commission passe tout simplement outre la résolution du

Conseil des droits de l'homme de l'ONU du 3 avril 2023. Celle-ci exige, par 33 voix contre 13 et une abstention, la levée des mesures de coercition unilatérales contraires au droit international, c'est-à-dire de toutes les sanctions sans décision du Conseil de sécurité de l'ONU.⁵

Avec ses projets contraires au droit et à la neutralité, la Commission pousse à l'extrême sa révérence devant Washington et Bruxelles. C'est clair: le petit Etat qu'est la Suisse est dans une position difficile lorsque les hyènes tous azimuts desserrent les dents pour sauver de la ruine «l'ordre basé sur des règles» de l'hégémon fabriquées maison. La situation de nos ancêtres pendant la Seconde Guerre mondiale était encore plus critique, mais ils étaient déterminés à préserver la neutralité autant que faire se peut. Et ils l'ont fait. Aujourd'hui encore, le peuple suisse est mis au défi: Nous devons tous retrousser les manches!»

¹ Les bureaux du Conseil national et du Conseil des Etats se composent de la présidence, des scrutateurs et des représentants des partis (groupes parlementaires) de chaque conseil. Ils sont responsables de l'organisation des travaux du Parlement et établissent le programme de la session.

² <https://stefanmillius.ch/warum-selenskyj-in-unserem-parlament-nichts-verloren-hat/>

³ Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-S). Point de Presse du 11/05/23

⁴ L'UE plus «Les déclarations de non-réexportation sont réputées abrogées si elles ont été signées plus de cinq ans avant l'entrée en vigueur de la présente modification de loi par des pays figurant à l'annexe 2 [Etats membres de l'OTAN de les pays associés] de l'ordonnance sur le matériel de guerre et si elles remplissent les conditions susmentionnées». (souligné par mw)

⁵ voir *Horizons et débats* du 9/05/23

«Un pays neutre ne doit pas favoriser un parti en guerre»

Interview avec le Conseiller national Thomas Aeschi (UDC/ZG) du 10 mai 2023



Thomas Aeschi (photo mad)

Horizons et débats: A la demande de l'Ukraine, les bureaux du Parlement ont décidé que le Président Zelensky pourrait s'exprimer par vidéo au Parlement. Les bureaux ont-ils vraiment le droit d'inviter des personnes qui influencent unilatéralement le Parlement?

Thomas Aeschi: Ce que Zelensky va dire est un autre sujet, nous ne le savons pas encore. Au cours des 50 dernières années, il est arrivé 16 fois que des hôtes d'Etat étrangers ou d'autres orateurs invités s'expriment devant l'Assemblée fédérale réunie. Il y a deux catégories: l'une pendant une session du Parlement, l'autre en dehors de la session formelle. Le Bureau a décidé que le Président Zelensky s'exprimerait en dehors de la séance formelle, par exemple pendant une pause déjeuner ou le soir, après la clôture de la séance à 19 heures. La participation des conseillers nationaux et des conseillers aux Etats est donc volontaire.

«La neutralité perpétuelle, armée et globale, a protégé la Suisse de la guerre et des grandes souffrances par le passé.»

Je me suis opposé à cette intervention vidéo du Président Zelensky devant le Parlement suisse, mais la majorité a estimé qu'on ne pouvait pas refuser une telle demande de Zelensky.

On peut s'attendre à se qu'il se prononcera sur les livraisons d'armes.

Je suis sûr qu'il va dire quelque chose à ce sujet. Le thème «livraison indirecte d'armes et de munitions à l'Ukraine» est à l'ordre du jour de la session d'été. Du point de vue de la politique nationale, il est extrêmement problématique d'avoir invité en même temps le Président Zelensky, car il tentera d'influencer directement le Parlement.

Vous avez déposé une demande de rejet et avez écrit à ce sujet: Notre neutralité est bafouée! Pouvez-vous nous expliquer vos raisons?

Il y a une guerre entre la Russie et l'Ukraine, et le droit de la neutralité stipule qu'un pays neutre ne peut pas favoriser un belligérant. En livrant des armes et des munitions, même indirectement [via des pays tiers qui ont acheté les armements en Suisse], on accorde un avantage à l'un des deux Etats en guerre. Le même argument s'applique lorsqu'on invite l'un des deux Etats belligérants à venir exposer sa position et ses demandes à la Suisse devant l'Assemblée fédérale. La majorité des représentants au sein des bureaux des Chambres voit toutefois les choses différemment: la neutralité n'est pas bafouée par une telle allocution. Personnellement, je considère toutefois que la symbolique de l'apparition commune avec le ministre des Affaires étrangères Cassis en mars 2022 ou maintenant l'allocution au Parlement suisse sont déjà problématiques.

Une fois que le texte de l'initiative sur la neutralité sera inscrit dans la Constitution fédérale, aurons-nous les moyens de lutter contre de telles unilatéralités?

Or, si l'initiative sur la neutralité est acceptée, le Conseil fédéral et le Parlement ne pourront pas, en cas de conflit armé futur, abandonner la neutralité avec autant d'insouciance qu'ils le font aujourd'hui.

Que dites-vous à un citoyen ou à une citoyenne pour lui expliquer pourquoi il doit signer l'initiative sur la neutralité?

La neutralité perpétuelle, armée et globale, a protégé la Suisse de la guerre et des grandes souffrances par le passé. Il faut s'y tenir à tout prix – pour la protection des Suisses et de l'intégrité territoriale de la Confédération!

Merci beaucoup, Monsieur le Conseiller national.

Courrier des lecteurs

S'adapter ou résister – le témoignage d'Alice Meyer

Suite aux articles de Gotthard Frick, il me tient à cœur d'attirer l'attention sur le livre d'Alice Meyer, «Anpassung oder Widerstand. Die Schweiz zur Zeit des deutschen Nationalsozialismus». En 2013, *Horizons et débats* avait déjà publié un compte-rendu de ce livre extraordinairement édifiant.

La Suisse est en effet exposée depuis longtemps à des attaques contre sa souveraineté, sa neutralité et ses valeurs éprouvées. Il est donc utile de faire l'effort d'un regard objectif sur son histoire récente. En lisant le livre, des parallèles sautent aux yeux à chaque étape.

Avant que l'Allemagne nationale-socialiste ne menace militairement la Suisse, écrit Alice Meyer, elle avait été menacée, depuis 1933, surtout sur le plan intellectuel et politique, de manière ciblée par la «stratégie élargie» qui correspondait à ce que l'on dénomme aujourd'hui la propagande et la manipulation. Pendant la lecture, de nombreux événements d'alors décrits minutieusement par l'auteure suggèrent des « déjà-vus ». La mise au pas de la presse a été l'une des premières mesures du régime national-socialiste. Immédiatement après la prise

de pouvoir par les nationaux-socialistes, les journaux allemands ont été placés sous le contrôle du Ministère de la Propagande. Mais à l'époque, les Suisses n'étaient pas privés de reportages objectifs et libres pour se former leur opinion, de manière autonome comme il convient dans un pays démocrate. Il est passionnant de lire comment en 1937, grâce à la perspicacité du Conseiller national Feldmann et d'autres, un accord sur la presse avec l'Allemagne nous a été épargné. Mais la question reste de savoir pourquoi la presse suisse se prête aujourd'hui volontairement répandre sa «bouillie standard» largement univoque.

Un exemple concernant le rôle des partis face au totalitarisme en dit long. Le 31 janvier 1937, le PS suisse a réaffirmé son attachement en cas de guerre à la démocratie suisse, à la neutralité et à la volonté inconditionnelle de se défendre. «Comprenant que son destin était indissolublement lié à celui de la Suisse, il plaça, en ces temps périlleux, l'intérêt général du pays au-dessus des intérêts partisans». Ainsi, le PS fit un pas décisif vers la coopération, ce qui permit à son tour au parti radical de faire son propre pas

en direction de la collaboration visée. Et ce pas politique important vers la réconciliation a également créé les conditions pour l'accord de paix entre les employeurs et les syndicats de l'été 1937. De l'autre côté, en prenant l'exemple du destin de l'Autriche, Alice Meyer montre que l'absence de cette volonté de défense unie a ouvert la porte aux plans de Hitler. Le 21 mars 1937, l'Assemblée fédérale suisse a offert au public une «manifestation d'unité nationale sans précédent». Comme nous aimerions avoir aujourd'hui encore des partis unis dans la reconnaissance de la gravité de la situation et plaçant l'intérêt général du pays au premier plan!

Un autre exemple intéressant illustre le problème des sanctions. A l'époque déjà, la Suisse était pressée de soutenir des sanctions issues des puissances étrangères. Alors déjà, elles enfreignaient le droit international garantissant la neutralité suisse. Le 29 avril 1938, le Conseiller fédéral Motta remit à la Société des Nations un mémorandum dans lequel il indiquait que «les conditions dans lesquelles la Suisse était entrée dans la Société des Nations avaient profondément changé», en ayant

d'avance sollicité les deux Chambres parlementaires suisses, «de déclarer, portée par la puissante détermination des Chambres fédérales et du peuple, la neutralité globale [dans sa forme traditionnelle, ndt.] compatible avec les dispositions du Pacte de la Société des Nations». Dans sa résolution du 14 mai, le Conseil de la Société des Nations s'est déclaré prêt à ne plus insister sur la participation de la Suisse et des sanctions, en raison de sa neutralité perpétuelle.

Ce qui était possible à l'époque peut se reproduire aujourd'hui, de manière similaire. Nous avons besoin d'un renouveau de défense nationale mentale! Il est passionnant de voir tous ces acquis dans les années trente et quarante! Beaucoup de choses qui nous semblent évidentes aujourd'hui – les guildes du livre, les universités populaires, la formation des femmes, etc. – ont été créées à l'époque pour renforcer la volonté de défense. Il importe que nous conservions et entretenions ces trésors avec reconnaissance.

Ursula Richner, Sirmach

Rien ne va plus, la crise des banques et de la dette plane toujours

par Christian Kreiß*



Christian Kreiß
(photo mad)

Le 1^{er} mai, on a appris que la First Republic Bank avait été reprise par l'autorité de surveillance américaine FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation) et immédiatement cédée à la plus grande banque américaine, JP-Morgan¹, qui en reprendra tous les actifs et les 84 succursales. La

FDIC s'attend à devoir assumer des pertes d'environ 13 milliards de dollars US. La faillite de la First Republic Bank est la deuxième plus grande faillite bancaire de l'histoire américaine en termes de total des actifs. Face à cette tendance, on peut se demander ce qu'il va advenir du secteur bancaire.

Dès les premières turbulences bancaires en mars, lorsque la Signature Bank et la Silicon Valley Bank ont fait faillite, le «Wall Street Journal» s'est penché sur la question bancaire, évoquant une «crise bancaire au ralenti»². Le 27 avril 2023, peu avant la clôture de la First Republic Bank, on pouvait lire un article intitulé «Les perturbations bancaires ne sont que la partie émergée de l'iceberg de la dette»³. Les actions bancaires de l'indice boursier S&P 1500 ont atteint leur plus bas niveau de cotation des 100 dernières années à la mi-avril 2023. Le PER [ratio cours/bénéfices] n'était que de 8.⁴ La crise bancaire est loin d'être terminée, et il en est de même en Europe.

D'où proviennent les problèmes ?

Le cœur du problème des derniers dysfonctionnements bancaires vient du fait que les banques centrales occidentales ont augmenté la masse monétaire centrale de manière spectaculaire en maintenant ainsi durablement les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro au cours des 15 dernières années. Face à l'afflux d'argent, notamment pendant la période du confinement, les banques aux États-Unis, mais également en Europe, ont alors accordé de nombreux crédits à long terme à un taux d'intérêt très bas et, comme elles ne pouvaient pas convertir la totalité des dépôts en crédits, elles ont acheté de nombreuses obligations à long terme à un taux d'intérêt très bas.

Comme les taux d'intérêt à court et à long terme ont soudainement augmenté – d'environ 3% – sous l'effet de l'inflation et des fortes hausses des taux d'intérêt décidées ensuite par la Banque centrale américaine⁵ depuis le début de l'année 2022, les banques ont désormais un problème de rentabilité : elles doivent se refinancer à des taux de dépôt en forte hausse, et doivent payer des intérêts relativement élevés à leurs déposants, ce qui entraîne une forte augmentation de leurs coûts d'intérêt. Mais elles reçoivent toujours uniquement des revenus des intérêts relativement faibles de leurs emprunteurs ou de leurs portefeuilles d'obligations issus des placements financiers à long terme.

Il faudra encore des années pour résorber ce manque de revenus des banques, comme les crédits à long terme à bas rendement arrivent progressivement à échéance et les obligations aussi. Selon le «Wall Street Journal», ce ralentissement des revenus devrait durer encore des années.⁶ D'où l'actuelle faiblesse de la cotation des actions des banques américaines, qui n'a pas été observée depuis un siècle. En outre, les importants crédits accordés au secteur de l'immobilier commercial aux États-Uni – environ 5 400 milliards

de dollars, soit environ un cinquième du produit national américain – posent actuellement problème aux banques, car de multiples immeubles commerciaux sont confrontés à des taux d'occupation élevés et à la chute des prix de l'immobilier.⁷ Compte tenu du ralentissement économique qui devrait intervenir dans le courant de l'année 2023, les banques risquent d'être confrontées à quelques défauts de paiement⁸, tant aux États-Unis qu'en Europe.

Et pour quelles conséquences ?

En bref, selon le «Wall Street Journal», la crise des banques est loin d'être terminée. Des banques peu performantes entraînent un ralentissement dans l'octroi de crédits et, à son tour, ce ralentissement induit une croissance économique en berne. Mais cette évolution générale n'est pas la seule à être regrettable. Il est particulièrement intéressant de constater que les banques, grandes et petites, sont impactées et devraient continuer à l'être dans des proportions très différentes.

Les turbulences bancaires de mars 2023 ont eu pour conséquence une incertitude pour de nombreux investisseurs quant à la possibilité de récupérer l'intégralité de leurs dépôts auprès des petites banques en cas de défaut de crédit. C'est pourquoi ces dernières semaines aux États-Unis, on a assisté à une importante fuite des capitaux des petites banques vers les grandes : le mois dernier, les banques régionales ont perdu 212 milliards de dollars de dépôts, tandis que les 25 plus grandes banques ont gagné 18 milliards.⁹ Selon la devise «too big to fail», de nombreux investisseurs partent du principe que leurs placements auprès des grandes banques sont plus sûrs. En effet, selon toute vraisemblance, le gouvernement devrait sauver les grandes banques, mais pas forcément les petites et moyennes banques, considérées comme ne présentant pas d'importance systémique, c'est-à-dire qu'on peut les laisser faire faillite sans qu'elles ne déclenchent d'effet domino et que les marchés financiers s'effondrent. Par conséquent, contrairement aux grandes banques, les petites et moyennes banques américaines sont actuellement sous pression. Pour conserver leurs clients, elles doivent proposer des taux d'intérêt nettement plus élevés que ceux des grandes banques sur les dépôts et donc augmenter sensiblement leurs taux d'intérêt sur les crédits. Cela entraîne de forts désavantages concurrentiels par rapport aux grandes banques. Qu'est-ce que cela signifie pour un pays ?

Les atouts majeurs des petites banques régionales

La crise financière de 2008 a montré que les grandes banques transrégionales agissent de manière beaucoup moins responsable que les petites ou moyennes banques enracinées dans leur région. Avant 2008 aux États-Unis surtout, les banques ont octroyés des prêts immobiliers en sachant pertinemment que ces derniers seraient difficilement remboursables. Ces emprunts problématiques ont été transformés en titres (appelés *Asset Backed Securities*) et revendus sur les marchés boursiers à des investisseurs lointains, notamment en Europe, qui ont alors dû endosser le poids des défauts de paiement eux-mêmes. C'est ainsi que la crise immobilière américaine s'est directement exportée en Europe. Jusqu'en 2008, les bénéfices accumulés pendant des années ont atterri dans les banques d'investissement américaines et chez les courtiers en crédit, qui en ont retiré de lucratives commissions. Les risques, puis les pertes, ont été en grande partie transférés à l'étranger. Les petites banques régionales fortement enracinées dans le terrain et qui connaissent personnellement leurs clients tant pour les dépôts que pour les crédits, notamment la *Raiffeisen* ou les *Caisses d'épargne*, ne peuvent tout simplement pas se permettre un comportement aussi irresponsable. La crise financière nous a appris que plus la distance entre le client et son banquier est importante, plus le comportement de ce dernier devient irresponsable. Inversement, plus une banque est enracinée au niveau régional, plus elle agit de manière responsable en général. D'un point de vue éthique, les petites banques régionales repré-

sentent une véritable bouffée d'oxygène. Il faut en outre souligner l'importance des banques régionales pour l'économie locale. Les entreprises américaines de moins de 100 employés obtiennent 70% de leurs crédits auprès de petites et moyennes banques.¹⁰ Dans les régions rurales, ce chiffre atteint même 90%. Si les petites banques régionales ont des problèmes, l'économie locale en aura aussi. Et c'est exactement ce qui se profile actuellement aux États-Unis.¹¹

La crise bancaire qui évolue actuellement au ralenti se traduit par un transfert systématique et – selon le «Wall Street Journal»¹² – durable des capitaux : des petites et moyennes banques régionales vers les grandes banques, les fonds d'investissement et les entreprises.

Concentration accrue dans le secteur bancaire

Cette concentration toujours plus forte dans le secteur bancaire américain compte déjà plusieurs décennies¹³ : en 1983, les États-Unis disposaient du plus grand nombre de banques indépendantes, soit 14 469. En 2022, il n'y en avait plus que 4 135, ce qui représente une diminution de 71% au cours des 40 dernières années. En 2009, date record, on dénombrait 85 834 agences bancaires aux États-Unis, elles n'étaient plus que 71 190 en 2022, ce qui représente une baisse de 17% au cours des 13 dernières années. En additionnant le nombre d'établissements bancaires indépendants et de filiales, on constate donc un fort processus de concentration au cours des dernières décennies. Selon le «Wall Street Journal», il en résulte un affaiblissement des petites et moyennes entreprises – au profit des grandes banques et des gros capitaux.¹⁴

On retrouve les mêmes tendances en Europe. Dans l'UE, le nombre de banques a diminué de 23% entre 2008 et 2016, pour atteindre le chiffre de 6 596 dans le seul contexte de la crise financière.¹⁵

Selon le dernier rapport de la Deutsche Bundesbank sur les agences bancaires,¹⁶ l'Allemagne comptait plus de 4 700 établissements de crédit indépendants en 1991 ; en 2021, ils n'étaient plus que 1 519. Cela correspond à une baisse de plus de deux tiers, ce qui signifie que chez nous, deux banques sur trois ont fermé au cours des 20 dernières années. Il y avait 21 712 agences en 2021, alors qu'en 1991, elles étaient 54 089. Selon la Bundesbank, cela correspond à un recul «de deux cinquièmes».¹⁷ En Allemagne aussi, on constate donc une progression extrême de la concentration dans le secteur bancaire.

Qu'est-ce qui se cache derrière ce scénario ?

Cette tendance du secteur bancaire reflète bien les évolutions des 40 à 50 dernières années,¹⁸ au cours desquelles on a assisté à une concentration croissante de la fortune, du capital et du pouvoir entre les mains de groupes de plus en plus importants et de leurs discrets dirigeants multimilliardaires dans les pays industrialisés.¹⁹ En 2021, les États-Unis ont enregistré la plus forte concentration de fortune de l'histoire américaine : 0,01% de la population possédait 10% de la totalité des actifs américains. Il s'agit d'une concentration encore plus élevée qu'en 1913, à l'époque de *Rockefeller* et de *J.P. Morgan*.²⁰ La crise bancaire de mars 2023 est une sorte d'amplificateur de cette tendance à la diminution de la concurrence²¹ et à l'accroissement de la concentration du pouvoir, que l'on observe depuis longtemps. Depuis des décennies, les inégalités se creusent dans le monde occidental.²² Grâce au lobbying, les grands groupes et les milliardaires exercent une influence de plus en plus forte sur la politique,²³ notamment par le biais des quelques grands groupes de médias. Or, les milliardaires et les dirigeants des grands groupes n'ont jamais été élus démocratiquement par les citoyens lors d'une quelconque élection politique.

Le pouvoir : concentration, abus et contre-mesures

Depuis des décennies, nous assistons à une concentration accrue du pouvoir économique entre les mains d'un nombre relativement restreint de personnes qui n'ont jamais été élus démocratiquement. Avoir un pouvoir économique se traduit de plus en plus par

avoir un pouvoir politique. Selon moi, notre démocratie s'en trouve de plus en plus érodée. Si nous n'y prenons garde, nous pourrions bientôt nous réveiller en oligarchie ou en aristocratie. Nous pouvons en prendre conscience et y remédier.

Une première contre-mesure simple consisterait à instaurer une taxe foncière progressive à partir d'un seuil d'exonération de deux millions d'euros par personne par exemple, afin d'abolir à long terme les grandes propriétés foncières privées pour lesquelles il n'existe aucune légitimité économique ou éthique. Cela entraînerait notamment un boom de la construction et pourrait être utilisé pour une réduction massive des impôts sur les bas salaires. Deuxièmement, on pourrait bannir les lobbyistes de l'industrie du Bundestag, avec le slogan : «Au ban autour du Bundestag!» Troisièmement, on pourrait faire en sorte que le paysage médiatique soit pluriel, décentralisé, libre et indépendant, notamment par le biais d'un impôt progressif sur les grands groupes de médias en fonction de leur taille, afin de limiter leur taille et leur influence à long terme, selon la devise «small is beautiful». On trouve d'autres mesures de ce type dans mon livre «Das Mephisto-Prinzip in unserer Wirtschaft», que l'on peut télécharger gratuitement dans son intégralité.²⁴ •

¹ [nytimes.com/2023/05/01/business/first-republic-bank-jpmorgan.html?campaign_id=190&emc=edit_ujfn_20230501&instance_id=91475&nl=from-the-times®i_id=106400176&segment-id=131795&te=1&user-id=2d4af86ab3b9023648e49aa38e005d93](https://www.nytimes.com/2023/05/01/business/first-republic-bank-jpmorgan.html?campaign_id=190&emc=edit_ujfn_20230501&instance_id=91475&nl=from-the-times®i_id=106400176&segment-id=131795&te=1&user-id=2d4af86ab3b9023648e49aa38e005d93)

² *Wall Street Journal* du 30.3.2023 : «Threat of a Slow-Boil Bank Crisis Endures»

³ *Wall Street Journal* du 27.4.2023 : «Banking Turmoil Is Tip of Debt Iceberg»

⁴ *Wall Street Journal* du 13.4.2023 : «For Regional Banks, Surviving Won't Be the Same as Thriving»

⁵ Le processus de relèvement des taux d'intérêt américains par la FED a débuté le 16 mars 2022 ; tradingeconomics.com/united-states/interest-rate

⁶ *Wall Street Journal* du 13.4.2023 : «For Regional Banks, Surviving Won't Be the Same as Thriving»

⁷ *Wall Street Journal* du 07.4.2023 : «Office Vacancies, High Rates Press Property Bonds»

⁸ *Wall Street Journal* du 14.4.2023 : «Junk-Rated Companies Struggle With Debt» et 27.4.2023 : «Banking Turmoil Is Tip of Debt Iceberg»

⁹ *Wall Street Journal* du 17.4.2023 : «Banks Are Pressured To Raise Rates on Deposits»

¹⁰ *Wall Street Journal* du 24.4.2023 : «Lending Squeeze Is Risk From Bank Fallout»

¹¹ *Wall Street Journal* du 31.3.2023 : «Bank Fears Hit Small Lenders, Clients»

¹² *Wall Street Journal* du 30.3.2023 : «Threat of a Slow-Boil Bank Crisis Endures»

¹³ banks.data.fdic.gov/explore/historical/?displayFields=STNAME%2CTOTAL%2CBRANCHES%2CNew_Char&selectedEndDate=2022&selectedReport=CBS&selectedStartDate=1934&selectedStates=0&sortField=YEAR&sortOrder=desc

¹⁴ *Wall Street Journal* du 17.4.2023 : «Banks Are Pressured To Raise Rates on Deposits»

¹⁵ service.destatis.de/DE/Wirtschaft/JahrtausendwendeEuropa/bloc-3d.html

¹⁶ *Rapport 2021 sur les agences bancaires de la Deutsche Bundesbank* publié le 8.7.2022 : [bundesbank.de/resource/blob/894918/e4f32b6-ca4130522d8db47352d32cbbf/mL/bankstelle-nbericht-2021-data.pdf](https://www.bundesbank.de/resource/blob/894918/e4f32b6-ca4130522d8db47352d32cbbf/mL/bankstelle-nbericht-2021-data.pdf)

¹⁷ *Rapport 2021 sur les agences bancaires de la Deutsche Bundesbank*, p.9

¹⁸ *Forbes* du 17.7.2017, [forbes.com/sites/gradsoftlife/2018/11/06/health-to-skills-workshops-for-warriors-and-hire-heroes-usa/#343e37385a11](https://www.forbes.com/sites/gradsoftlife/2018/11/06/health-to-skills-workshops-for-warriors-and-hire-heroes-usa/#343e37385a11)

¹⁹ oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621341/bp-inequality-kills-170122-en.pdf

²⁰ *Inequality.org* du 9.8.2021

²¹ *Wall Street Journal*, «Dion Rabouin: Why Big Companies Love Inflation»: [youtube.com/watch?v=E3i7TqzW42g](https://www.youtube.com/watch?v=E3i7TqzW42g)

²² [menschengerechtere-wirtschaft.de/wp-content/uploads/2020/07/Buch-Mephisto-30.4.20-mit-Bild-1.pdf](https://www.menschengerechtere-wirtschaft.de/wp-content/uploads/2020/07/Buch-Mephisto-30.4.20-mit-Bild-1.pdf)

²³ *Inequality.org* du 3.11.2020

²⁴ [menschengerechtere-wirtschaft.de/wp-content/uploads/2020/07/Buch-Mephisto-30.4.20-mit-Bild-1.pdf](https://www.menschengerechtere-wirtschaft.de/wp-content/uploads/2020/07/Buch-Mephisto-30.4.20-mit-Bild-1.pdf)

Première publication : <https://www.menschengerechtere-wirtschaft.de/wp-content/uploads/2023/04/Bankenkrise-welche-Bankenkrise.pdf> du 28.4.2023 ; version actualisée

(Traduction *Horizons et débats*)

* Christian Kreiß, né en 1962. Etudes et doctorat en économie politique et en histoire économique à la LMU de Munich. Expérience professionnelle de banquier (neuf ans) dont sept ans en tant que banquier d'investissement. Professeur d'économie d'entreprise, spécialisé dans l'investissement, le financement et l'économie politique depuis 2002. Auteur de sept livres : *Gekaufte Wissenschaft* (2020) ; *Das Mephisto-Prinzip in unserer Wirtschaft* (2019) ; *BWL – Blendel – Wuchern – Lamentieren* (2019, avec Heinz Siebenbrock) ; *Werbung, nein danke* (2016) ; *Gekaufte Forschung* (2015) ; *Geplanter Verschleiss* (2014) ; *Profitwahn* (2013). Trois invitations au Bundestag allemand en tant qu'expert indépendant (Grüne, Linke, SPD), de nombreuses interviews à la télévision, à la radio et dans des magazines, conférences publiques et publications. Membre de ver.di et de Christen für gerechte Wirtschaftsordnung (chrétiens pour un ordre économique juste). Page d'accueil [menschengerechtere-wirtschaft.de](https://www.menschengerechtere-wirtschaft.de)

«Nous perdons notre jeunesse!» En Syrie la population d'Alep souffre de la guerre, des sanctions et des conséquences du tremblement de terre

par Karin Leukefeld, Bonn et Damas

Plus de 8000 personnes ont perdu la vie lors du terrible séisme de début février à Alep, Idlib, Hama et le long de la côte de la Méditerranée entre Latakiah et Tartus. 45000 familles, soit 225000 personnes, ont perdu leur toit. Selon des sources officielles, dans la ville d'Alep 54 maisons se sont totalement effondrées, dont la plupart avait déjà été considérablement endommagée par la guerre. Dans l'une des maisons du quartier d'Aziziyeh, onze médecins ont perdu la vie ainsi que leurs familles.

Toujours selon des sources officielles à Alep et Latakiah, dans chacune des deux villes, on a pu réhabiliter 16 maisons où leurs habitants ont pu se réinstaller. Les aides viennent de la population elle-même, selon les possibilités de chacun, les plus gros dons venant des plus riches, mais les moins aisés font de petits dons: des vêtements, des articles de toilette, des plats cuisinés, des produits alimentaires. La Chambre Industrielle d'Alep a récolté des dons en quantité suffisante pour venir en aide à 9000 familles, soit 49000 personnes qui ont reçu des fonds en quantité suffisante pour couvrir les frais de location d'un logement pour 18 mois. Des commerçants syriens installés à l'étranger ont envoyé des stocks de lait en poudre encore distribué actuellement devant des bureaux du centre ville aux nécessiteux. D'Egypte, des industriels syriens ont envoyé des appareils de dialyse pour les hôpitaux. Mais la détresse demeure très importante grande et tous ceux qui en avaient été privés n'ont pas encore retrouvé un toit.

L'école Al Beyrouni

A la périphérie ouest d'Alep se trouve l'école Al Beyrouni. Cette école primaire fait partie d'un quartier en construction qui attend depuis plus de dix ans son achèvement. Les immeubles massifs, construits en pierre calcaire ont résisté au violent séisme de début février, mais à cause de la guerre, des sanctions imposées par l'Union européenne et les USA, ainsi que de la grave crise économique, la construction de nombreux bâtiments n'est pas encore terminée. Les enfants des familles qui y ont emménagé bien avant la guerre fréquentent l'école primaire d'Al Beyrouni. Depuis le tremblement de terre, on y trouve aussi des familles sinistrées «La plupart de ceux qui ont perdu leur toit ont trouvé à se reloger parmi leurs proches ou occupent d'autres appartements» dit Abdul Nasser M., un bénévole en charge de l'aménagement. «Aujourd'hui 49 familles vivent ici, soit 293 personnes, dont 76 enfants qui ont plus de douze ans». L'école de Beyrouni a également reçu des élèves venus de dix autres écoles



Alep, école Al Beyrouni. Danser et chanter contre le trauma de la guerre et du tremblement de terre. (photo Karin Leukefeld)

car on n'a pas encore pu trouver d'endroit pour les loger. Les cours de l'école, qui reçoivent entre autres de l'aide de l'Unicef, ont lieu chaque jour. L'organisation syrienne Amal (espoir) dispense des secours médicaux, et dans la cour il y a des containers, dont l'un abrite des douches et des toilettes pour hommes tandis que deux autres renferment des douches et toilettes pour femmes. Un troisième container est prévu pour les handicapés.

Aide médicale et psycho-sociale

Chaque jour des psychologues viennent à l'école pour dispenser une aide psychologique et sociale aux adultes et aux enfants qui le demandent. «Tous ces gens ont vécu la guerre, puis la pandémie de Covid-19 et maintenant le tremblement de terre» dit gravement un jeune homme barbu à lunettes. «Les gens sont avant tout complètement déphasés.» Lui et ses collègues travaillent et jouent avec les enfants et répondent à toutes les questions.

Abdul Nasser, 26 ans, et son collègue Mohammed N. portent des vestes bleu foncé ornées au dos d'une couronne de laurier autour de deux silhouettes d'enfants, au-dessus des lettres C.C.S. «C.C.S. est l'abréviation de Association de santé syrienne pour les enfants atteints d'un cancer», nous dit Abdul. Cette organisation humanitaire fondée en 2012 a des filiales dans tout le pays.

Abdul Nasser nous présente ensuite une jeune femme mince, Mazna Olabi, qui dirige cette organisation d'entraide qu'elle a elle-même fondée. Cette femme volontaire, à la voix bien timbrée, porte un long manteau et un foulard enroulé autour de la tête.

Elle raconte en riant qu'avant la guerre elle avait fait des études de designer de mode à Londres, avant de revenir à Alep pour apporter son aide; ensuite a eu lieu la fondation du C.C.S. Elle nous explique: «Nous recevons des dons de fondations syriennes et d'organisations caritatives. Nous demandons aussi des subventions aux organisations de l'ONU, sans toujours les obtenir. Il y a aussi le Conseil Norvégien pour les Réfugiés qui nous aide. Je n'ai jamais douté que nous remporterions cette guerre, mais les destructions sont tout simplement trop importantes: «Nous avons perdu des gens instruits et formés, avant de devoir affronter ce tremblement de terre». Pour elle, la question est de savoir comment la Syrie pourra s'en sortir.

Quand on lui demande quelle aide attendre de l'étranger, elle répond après une petite pause: «Laissez nous seulement en paix, ensuite nous trouverons certainement une solution.» «Laisser en paix» signifie aussi la levée des sanctions et de la guerre économique à l'encontre de la Syrie. Mais cela, madame Olabi ne le dit pas.

Sur son portable, madame Olabi nous montre des images de la récente fête du Serment (Aid-el-fitr), la

fête qui clôt le mois de carême, le Ramadan, qu'on appelle aussi la fête du sucre. Elle dit gaiement: «Là, nous avons célébré la fête avec des enfants à Hasakeh». C'était une fête à double titre, car elle célébrait la guérison de deux enfants qui étaient en rémission d'un cancer.

Dans le corridor de la salle de soins il y a du bruit. On entend de la musique, des enfants s'exclament. « Nous avons préparé un petit concours pour les enfants », dit madame Olabi. Dans la cour de l'école sont rassemblés un grand nombre d'enfants avec les bénévoles du C.C.S, pour un petit spectacle de danses, suivies d'exercices en musique que les enfants exécutent sur des mélodies répétées avec une des collaboratrices du C.C.S. A la fin du spectacle, distribution de petits cadeaux: la joie des enfants réussit à faire fleurir des sourires même sur les visages soucieux des parents qui regardent le spectacle depuis l'escalier de l'école.

Madame Olabi prend congé pour un prochain entretien, nous laissant le temps d'échanger quelques mots avec Abdul Nasser qui nous assure que l'aide apportée par ses amis et lui-même va de soi, que ce soit pendant la guerre ou à présent, après le tremblement de terre. «Mais c'est notre propre vie qui a disparu: nous avons perdu notre enfance dans la guerre. Maintenant nous vivons en pleine crise économique et perdons notre jeunesse». Il dit qu'il étudie le droit mais qu'il ne sait pas s'il pourra un jour vivre une «vie normale» «J'aide ces enfants malades du cancer et maintenant ces familles qui ont tout perdu à cause du tremblement de terre. Mais quand je travaille avec les enfants qui ont un cancer, j'apprends et je joue avec eux et quand ils me regardent avec des visages rayonnants j'oublie tout le reste».



Alep, Aziziyeh. Dans cette maison, 11 médecins et leurs familles ont trouvé la mort. (photo Karin Leukefeld)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits
courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenhaid».

Des ex-adversaires devenus partenaires

La Syrie fait de nouveau partie de la Ligue Arabe

par Karin Leukefeld Damas

Douze ans après, voilà la Syrie de retour dans la Ligue Arabe. C'est ce que les ministres des affaires étrangères des 22 membres de l'Al-liance ont décidé au Caire le dimanche 7 mai 2023. La participation de la Syrie avait été suspendue en 2011, après que des manifestations implacablement réprimées se soient transformées en conflit armé et une guerre d'intervention entre acteurs régionaux et internationaux sur le territoire syrien. Damas est de nouveau accueilli au sein de la «Communauté arabe» et c'est une bonne nouvelle.

Depuis 2017 les États arabes essayent de normaliser leurs relations avec la Syrie. Le Président syrien Assad a rétabli son pouvoir avec le soutien de ses alliés, la Russie et l'Iran ainsi que de la Hezbollah au Liban. Le Liban, la Jordanie, l'Irak et les autres, les autres, d'autres États arabes du Golfe ont repris leurs relations ou ont cherché des moyens de rendre possible le retour de réfugiés syriens ainsi que d'établir des relations commerciales. Certains auraient pu retrouver du travail, des maisons auraient pu être réparées et des expatriés auraient pu rentrer.

Mais le rapprochement n'a pas pu avancer parce que l'UE et les USA ont refusé de financer un programme de retour dans le cadre de l'ONU. En lieu et place ils ont encerclé le pays au moyen «de sanctions économiques» unilatérales autour de la Syrie et ont également menacé des États et des entreprises qui voulaient reprendre leurs relations économiques et politiques avec la Syrie. L'actuelle ministre de la défense pour le Proche Orient au Pentagone, USA, Dana Stroul – à l'époque encore dans le Washington Institute for Near East Policy – a donné des directives suivies par l'UE: Les USA «ont» les ressources les plus importantes dans un tiers du pays (le nord-est) a dit Stroul, «le reste de la Syrie et en ruine». Assad devait être isolé, les sanctions économiques seront maintenues. La coopération avec l'UE permettrait de superviser la situation financière internationale afin d'empêcher l'aide à la reconstruction et l'expertise technique de parvenir en Syrie. L'UE – et en premier l'Allemagne – y a participé.

Les conséquences du tremblement de terre du 6 février 2023 dans la région frontalière

turco-syrienne ont finalement fait l'effet d'une rupture de digue. A l'aide des États arabes ont succédé des rencontres de diplomates et de ministres de l'étranger. Début mars la Chine a servi d'intermédiaire pour le rapprochement avec l'Arabie Saoudite et avec l'Iran, qui ont repris leurs relations diplomatiques. Les adversaires sont devenus des partenaires.

Les USA et l'UE ont perdu toute crédibilité dans la région. Le soutien permanent à l'état d'Israël, la pression sur les États indépendants, la politique de sanctions unilatérales de l'Ouest, la tutelle et l'arrogance – ça suffit. La Russie et la Chine sont de grandes puissances qui veulent des relations politiques militaires et commerciales d'égal en égal et qui respectent les intérêts et la souveraineté des autres. Le vent a tourné.

Source premier: <https://www.jungewelt.de/artikel/450097.gegner-zu-partnern.html>
du 8/05/23

(Traduction Horizons et débats)

Divergences de vues entre nombre d'Allemands et l'élite au pouvoir

Arrogance de certains notables vivant à l'ouest de l'Allemagne envers leurs concitoyens habitant l'est du pays

par Karl-Jürgen Müller

Après un premier sondage réalisé en 2019, la Fondation Friedrich Ebert, proche du SPD allemand, a récemment publié pour la seconde fois une vaste enquête concernant le statut de la démocratie en Allemagne (84 pages, <https://www.fes.de/studie-vertrauen-in-demokratie>, téléchargeable), intitulée: «La confiance en la démocratie en temps de crise». Les auteurs de l'étude tentent de présenter les résultats des sondages sous un jour favorable, tout en étiquetant avec «nostalgie de l'austérité passée» ou «idées conspirationnistes» toute opinion déviante de leurs attentes. Les résultats du sondage valent le coup d'œil; encore une fois, on y voit la grande différence entre l'opinion publiée (celle des «élites» au pouvoir) et l'opinion publique réelle, surtout en ce qui concerne les «nouveaux länder» situés à l'est de l'Allemagne. Il faut donc s'arrêter sur quelques-uns de ces points éclairants.

L'étude repose sur un sondage par téléphone et en ligne, réalisé auprès d'Allemands âgés de 18 ans et plus on droit de vote. L'enquête a été menée par l'institut de sondage «Infratest dimap», du 11 juillet au 9 août 2022.

Sombre avenir...

84 % des sondés estiment qu'en Allemagne, pour les générations à venir, les choses iront un peu (48,9%) ou même beaucoup moins bien (35,1%). Plus loin dans l'étude, on apprend en plus que 75,3% des personnes interrogées ont déclaré être plutôt ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle la cohésion de la société est en baisse.

Quelles sont les raisons profondes susceptibles d'expliquer que tant d'Allemands aient une perception tellement négative de leurs conditions politiques et sociales? Quelle est la raison de ce profond pessimisme et de l'impression de menace pesant sur la cohésion sociale?

Les cinq points de préoccupation les plus souvent cités par les personnes interrogées sont: l'évolution du climat (80,1% vraiment préoccupant à très préoccupant), la haine et l'hostilité régnant dans les rapports sociaux (80% vraiment ou très préoccupant), la guerre (76,3% vraiment ou très préoccupant), la perte de la sécurité sociale (73,5% vraiment ou très préoccupant), ainsi que l'inflation (73,3% la classant en tant que vraiment ou très préoccupante).

La démocratie allemande, une gestion qui provoque l'insatisfaction

La majorité des personnes interrogées (51,3%) se sont déclarées peu ou pas du tout satisfaites de la manière dont fonctionne la démocratie en Allemagne. Cette insatisfaction est plus palpable parmi les couches populaires où son taux atteint 67,2% des personnes interrogées, et 66% dans l'est du pays. Pour 50,5% l'état de la démocratie allemande s'est plutôt ou même nettement détérioré ces dernières années. 68,2% des personnes interrogées se déclarent être plutôt ou tout à fait d'accord avec l'affirmation que le système allemand n'offre pas suffisamment d'opportunités de participation à ses citoyens en dehors des élections. Face à la proposition selon laquelle il n'y a plus vraiment de différence entre la façon de gouverner des différents partis – SPD, die Grünen, FDP ou CDU/CSU – 50,9% déclarent être plutôt ou tout à fait d'accord.

Seuls 24,5% des personnes interrogées affirment que la démocratie représentative du modèle allemand est pour eux le meilleur modèle constitutif au fonctionnement démocratique; 33,4% seraient favorables à un gouvernement d'experts issus de la société civile («expertocratie») et 41,1%, à la démocratie directe. Là encore, à plus de 50%, ce sont les couches les moins favorisées qui seraient les mieux disposées envers le modèle de la démocratie directe. Rien d'étonnant à cela, les classes populaires étant

parmi les grands perdants de la politique menée ces dernières années et n'exerçant pratiquement aucune influence sur les décisions politiques qui les concernent directement.

En ce qui concerne les partis et leurs militants, le sondage annonce des résultats tout aussi décevants, surtout pour le gouvernement actuel. Les soutiens des Verts préféreraient, à plus de 40%, une «expertocratie» à la démocratie représentative (35,9%), tandis que les voix en faveur de la démocratie directe sont au plus bas avec seulement 22,6%. Dans leur scepticisme à l'égard de la démocratie directe, les partisans du FDP et du SPD s'alignent davantage sur ceux des Verts, de manière plus pertinente que les partisans des autres partis présents au Bundestag allemand. Qui plus est, les partisans du FDP, sont encore plus nombreux (45,4%) que ceux des Verts à préférer une «expertocratie» à la démocratie représentative actuelle (laquelle ne fait que 23,3%). Voilà pour ce qui concerne le degré de confiance dans les citoyens et dans la démocratie actuellement au pouvoir de la «coalition rouge-vert-brun» [Ampel-Regierung en allemand].

La majorité des votants ne croit pas au bon fonctionnement des institutions de base

Abstraction faite de la Cour constitutionnelle fédérale, encore à l'abri de toute contestation, la majorité des personnes interrogées (disposant de leur droit de vote, je le répète) n'a aujourd'hui que peu, ou plus du tout, confiance dans les institutions politiques qui sont à la base du fonctionnement de la démocratie allemande. Cette méfiance se concrétise par rapport au gouvernement fédéral (avec 57,6%), au Bundestag (57,7%), à la Commission européenne (68,5%), aux syndicats (52,4%) ainsi qu'aux organisations patronales (64,9%). Même verdict des personnes interrogées par rapport aux médias. A 58,2%, les sondés n'ont que peu, ou plus du tout, confiance dans les médias grand public, ce score négatif atteignant même les 68,3% concernant les médias privés régissant la télévision et la presse.

A la question concernant concrètement les problèmes majeurs concernant la démocratie allemande actuelle, c'est l'affirmation suivante qui a été choisie à la majorité écrasante: «Les promesses électorales de base sont rarement mise en exécution». Selon le sondage, ce sont donc 81,7% des citoyens allemands qui estiment qu'il s'agit là d'un «grand ou d'un très grand problème».

Le lavage de cerveaux intégré dans l'enquête elle-même

La formulation des cinq affirmations au choix montre à quel point «l'étude» pourtant annoncée fiable manipule les énoncés des réponses à cocher. Dans sa façon d'exagérer les affirmations dont il fallait réaffirmer la véracité (ou les refuser à titre d'idées complotistes) se révèle la manipulation la plus évidente. Voilà donc comment elles se présentent: «Le monde occidental a conspiré contre la Russie et Poutine afin d'étendre son propre pouvoir», «Les élites dirigeantes ont pour objectif de remplacer le peuple allemand par des immigrants», «Le gouvernement a induit les angoisses parmi la population lors de la crise sanitaire du Covid afin d'imposer des restrictions massives des droits fondamentaux», «Le coronavirus est une arme biologique qui a été délibérément mise au point dans le but de nuire» et «Les scientifiques exagèrent délibérément les risques du changement climatique afin d'en retirer plus de profit et de reconnaissance pour leurs recherches». Il n'est donc pas étonnant qu'une majorité des personnes interrogées ne soit pas du tout ou plutôt pas d'accord avec ces affirmations visiblement creuses. En dépit de la manipulation évidente, la part des sondés d'accord avec ces affirmations se situe à 18,1% (plutôt) et 36,3% (tout à fait).

L'affirmation selon laquelle «Le monde occidental conspire contre la Russie et Poutine pour renforcer son propre pouvoir» est jugée très différemment selon l'orientation politique des sondés. Sans surprise, c'est parmi les partisans des Verts que le taux d'approbation est le plus faible, avec seulement 11,9%. Autre situation chez les partisans d'autres partis au

Bundestag allemand. 36,7% des électeurs du FDP, 57,1% des électeurs de l'AfD, 34,2% de la mouvance Die Linke et 34,9% des partisans de «Freie Wähler» (électeurs libres) estiment qu'il y pourrait y avoir du vrai dans l'assertion concernant l'Occident et ses relations avec la Russie. Et le taux concernant cette question atteint même 35,6% chez les non-votants. Ce sont les personnes interrogées en Allemagne des nouveaux länder (à l'est) qui sont le plus souvent plutôt ou tout à fait d'accord avec cette affirmation, et ceci à 44,8%.

Le mépris du gouvernement pour ses concitoyens vise surtout les Allemands de l'Est

Après le 17 juin 1953, lorsqu'un soulèvement populaire a été violemment réprimé en RDA, Bertolt Brecht, qui vivait en RDA après son exil, a composé son poème critique devenu ensuite célèbre, intitulé «Die Lösung» (la solution).

La Solution

Après le soulèvement du 17 juin
Le secrétaire de l'Union des écrivains
Fit distribuer des tracts dans la Stalinallee.
On y lisait que le peuple
Avait déjoué la confiance du gouvernement
Et ne pourrait reconquérir cette confiance
Que par le travail redoublé. Ne serait-il
Pas plus simple que le gouvernement dissolve
le peuple
Et en élise un autre?!
Bertolt Brecht 1953

C'est ainsi que Brecht caractérisa il y a près de 70 ans, l'attitude des élites alors au pouvoir en Allemagne de l'Est, attitude aujourd'hui remise en vigueur – face aux citoyennes et citoyens de la partie Est de la nouvelle Allemagne – sous une autre forme. Il y a quelques semaines, une brève à la une des journaux a traité des déclarations du président du conseil d'administration de la maison d'édition Axel-Springer, Mathias Döpfner, à propos des Allemands de l'Est: «Les Ossis sont soit des communistes, soit des fascistes. [Ils sont passés] de l'empereur Guillaume à Hitler, puis directement à Honecker, sans avoir bénéficié entre-temps d'une rééducation américaine». Döpfner s'est vu contraint de s'excuser – mais en dépit de cette gaffe impardonnable il est resté président du conseil d'administration d'un des plus grands groupes de médias allemands. Le président du directoire des éditions Axel Springer n'est pas un cas isolé. Dans un livre paru en février 2023, Dirk Oschmann, professeur de littérature allemande moderne à Leipzig, l'a résumé de manière précise: comme par le passé, les Allemands de l'Ouest occupent presque tous les postes de direction dans l'administration, l'économie et la société dans cette Allemagne réunie depuis le 3 octobre 1990. La faute en est attribuée aux Allemands de l'Est eux-mêmes. Selon Oschmann, les élites Ouest-allemandes tentent de leur imposer une «identité» est-allemande qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité. On colle sur les Allemands de l'Est des étiquettes comme le populisme, le manque de compréhension de la démocratie, le racisme et les mythes conspirationnels. Plus de 30 ans après la chute du mur, l'Ouest se définit toujours comme la norme et l'Est comme une déviance de cette norme.

Par contre, si les souhaits et les réalisations des actuelles élites de l'Allemagne de l'Ouest se conforment à cette norme, rien d'étonnant à ce que de très nombreux Allemands de l'Est s'en écartent. Quant à moi, face à une telle «déviation» je n'ajouterai que «Dieu merci!»

1 Trad. Hd selon Bernard Umbrecht, ds. Bertolt Brecht, Heiner Müller et le 17 juin 1953 en RDA, esquisse, publiée le 16 juin 2013 sur www.lesauterhin.eu, consulté le 16/05/2023.

La différence, la vraie et la fausse

«Il est vrai que la plupart des Allemands de l'Ouest, libéraux et ouverts au monde, célèbre les sites étrangers et ce qu'ils offrent de diversité, ils voyagent dans le monde entier et admirent les cultures lointaines qui se désignent par leur divergence, leur exotisme et leur altérité, valorisées comme particulièrement précieuses. Mais là, il faut pourtant veiller à avoir affaire à la «bonne» différence et non à celle qui est «fausse» qu'incarne la partie Est de notre pays dont on a peur, que l'on exclut, dont on se moque, que l'on raille et que l'on rabaisse. Cette fausse différence fait l'objet de tolérance zéro. C'est ainsi que l'Allemagne de l'Ouest fait de sa partie à l'Est un étranger dans son propre pays.»

(Citée de: Oschmann, Dirk. Der Osten: eine westdeutsche Erfindung; Berlin 2023, p. 134f., trad. Hd.)



ISBN 978-3-550-20234-6

Courrier des lecteurs

L'enseignement des travaux manuels est tout sauf désuet!

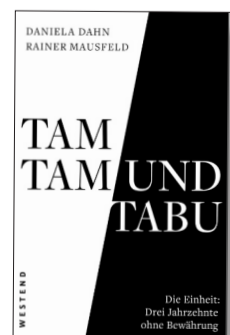
Merci pour l'article intéressant de M^{me} Bürkli dans *Horizons et débats* n° 8 du 25 avril, qui a mis en évidence de nombreux aspects importants concernant l'enseignement des travaux manuels. J'ai moi-même bénéficié d'un bon cours de travaux manuels dans une école primaire bavaoise. Les cours avaient toujours lieu l'après-midi, l'ambiance était bonne et toute concurrence entre les élèves était absente, car nous travaillions chacune sur un projet différent. Nous pouvions choisir les couleurs de la laine, et je me souviens toujours du bonnet orange avec pompon blanc et orange que j'ai tricoté avec un motif. En troisième année de primaire!

J'ai aussi beaucoup aimé broder une housse de coussin dans un tissu jaune spécial, également avec un motif relativement compliqué, et faire plaisir à mes parents avec de petites images en broderie. Je garde un très bon souvenir de ces moments ainsi que des grandes illustrations des techniques de crochetage accrochées aux murs à l'aide desquelles la maîtresse expliquait le procédé. En regardant ces tableaux tout devenait simple. Les travaux manuels à l'école sont une bonne préparation pour les loisirs ultérieurs, ils ont une grande importance pour moi, aujourd'hui encore. J'aime tricoter un pull ou une écharpe. Une

jeune mère était ravie d'avoir une petite veste pour son enfant – elle m'a dit qu'elle n'avait presque jamais vu quelque chose d'aussi joli.

En éliminant les cours de travaux manuels du programme scolaire, on encourage la société «jetons-tout», le verso de la société de consommation. Il est déplorable que les mères d'aujourd'hui et de demain ne soient plus capables de réparer un trou à l'aide du fil et de l'aiguille. Elles sont donc contraintes de toujours acheter de nouvelles choses. Cela reconforte le commerce de consommation qui propose des vêtements de plus en plus éphémères et de moins en moins solides, avec l'intention évidente que la veste se troue le plus rapidement possible, jusqu'à finalement se défaire et qu'il faille en acheter une nouvelle. Cette manie de toujours racheter de nouveaux vêtements, cela ne sert pas les familles, mais le commerce! Il faut aussi penser au fait que cette production tout sauf durable s'appuie sur des salaires de dumping payés de préférence dans les pays en voie de développement et dans les pays d'Europe de l'Est. Somme toute: on se retrouve face à une autre offense à la nature et à ses précieuses ressources, faite maison!

Susanne Wiesinger, Freiburg im Breisgau, D



ISBN 978-3-86489-313-1

Nous, les Allemands vivant à l'est, on a connu bien pire

par Daniela Dahn



Daniela Dahn (photo Wikipedia) km. Daniela Dahn, née en RDA en 1949, est journaliste, écrivaine et publiciste. En RDA, elle a été militante des droits civiques et cofondatrice du groupe d'opposition *Demokratischer Aufbruch*. Dans l'article ci-dessous, elle dévoile l'hypocrisie des excuses publiques présentées par Mathias Döpfner, le PDG du groupe Axel Springer, pour ses dérapages envers les Allemands de l'Est, mais également l'hypocrisie du bref brouhaha médiatique qui a suivi à l'encontre de Mathias Döpfner: Les élites occidentales dénigrent et pénalisent les Allemands de l'Est depuis plus de 30 ans.

Ce bavardage rampant répandu par SMS ne mériterait même pas que l'on y réagisse si le débat n'était pas autant hypocrite.

Toute cette indignation résulte du fait qu'il s'agit là de l'un des patrons de presse les plus influents du pays, directeur et propriétaire non seulement du *Gruppe Springer*, mais aussi président de longue date de l'*Association fédérale des éditeurs numériques* et des éditeurs de journaux.

Lequel se voit aujourd'hui cloué au pilori par le *Blatt*, journal des groupes concurrents *Holtzbrinck* par la publication sélective de communications plus ou moins privées. Ce n'est pas que les révoltes dont fait objet ce dénonciateur de service ne soient pas méritées. Mais les révélations sur la façon de penser des dirigeants de ce média tendance ne sont pas vraiment une surprise.

En fin de compte, ce sont précisément ces contenus qui définissent depuis des décennies, sans grande contradiction, non seulement les messages internes de la maison *Springer*, mais souvent aussi ceux rendus publics. Et même pas seulement là. Le débat est hypocrite, car l'excitation suscitée par les reproches et les excuses sont tout autant incroyables. Pour ne citer que les diffamations qui me sont les plus familières, par exemple celles décrivant les Allemands de l'Est comme mentalement perturbés et donc incapables à la démocratie, a été pendant des années un endoctrinement de première force.

En février 1990 déjà, *Der Spiegel* publiait une diatribe de huit pages sur le système éducatif de la RDA, intitulé «*Erziehung zu Drill und Duckmäsertum*» (Une éducation basée sur le dressage et la poltronnerie). Alors qu'à l'automne, tout le monde louait encore la courageuse maturité politique des Allemands de l'Est qui luttaient pour leurs droits civiques, on avait désormais l'impression que les révolutions éclataient de préférence là où la concentration de poltrons était particulièrement élevée. Ils auraient tous subi un «lavage de cerveau», un «acte permanent de viol mental».

Les Allemands de l'Est «ne disposent d'aucun talent adapté à la libre économie de marché»

L'article (non signé) cite à plusieurs reprises *Johannes Niermann*, un soi-disant expert en pédagogie qui a ensuite fait son entrée lors d'une audition publique au Bundestag. Dans l'expertise, il accusait «l'ensemble de l'*Intelligentia*» (sic – la dysorthographe et la dénonciation vont-elles de pair?) est-allemande d'avoir mis en place «l'édifice du mensonge» affirmant que cela avait conduit à un «conditionnement tout à fait primitif, comme lorsqu'on dresse des animaux». Il a déploré que tous les bourreaux n'aient pas été mis sous les verrous et qu'au lieu de cela, ils continueraient «à se promener librement». Il a fait preuve d'un zèle missionnaire en formulant une recommandation urgente: réduire le taux de réussite au baccalauréat de 10 à 30 pour cent dans les nouveaux Länder et introduire dans les collèges et les lycées des matières principales telles que l'économie domestique, obligatoire pour les filles, ainsi que les travaux manuels. Le «*Berliner Zeitung*» publia une caricature montrant le Chancelier Kohl en armure de chevalier devant un écriteau «*Bundesdeutsche Kohl-onie!*».

L'historien *Arnulf Baring*, un habitué des talk-shows, a lui aussi pris un plaisir palpable à dénigrer les universitaires de la RDA dans son

livre «*Deutschland, was nun?*» (Que deviendra l'Allemagne?) Selon lui, le régime les aurait «minimisés en bande de crétins» pendant près d'un demi-siècle. Que l'un d'entre eux se dise médecin, ingénieur ou pédagogue, cela n'aurait eu «aucune importance» puisque sur le long temps, ses connaissances se révéleraient «totallement inappropriées». Les Allemands de l'Ouest auraient beau «pardonner leurs péchés à ces personnes politiquement et moralement chargées», cela ne servirait à rien, car les Allemands de l'Est «n'ont tout simplement rien appris d'utile dans une libre économie de marché».

La formule d'*Adorno*, sortie de son contexte et rabâchée à l'infini, selon laquelle dans une vie bâtie sur le mensonge il ne peut y avoir de vie réelle, a été rétroactivement appliquée à toutes les vies vécues en RDA en leur ôtant toute valeur. Dans le contexte d'une évaluation de leurs aptitudes à occuper un poste de direction, le verdict tomba: inadaptés. [...]

Le fait que les pires méchancetés n'aient survécu que sous forme de tweets privés est certes un progrès, mais il montre aussi qu'elles sont encore bien vivaces, et comment!

Le poète *Wolfgang Hilbig* a qualifié ces vexations de «*fornication sur personnes dépendantes*» mais on a longtemps dû s'y accommoder. Et il n'y a pas eu beaucoup de prises de position venant de personnalités de l'Ouest. *Gaus*, *Grass*, *Bahr* – on les en a mis au pilori. Ceux qui, à l'Est – comme je l'ai moi-même fait dans mes livres – osaient s'en prendre à ces procureurs simples, se faisaient traiter d'«*Ostrotz*» (revanchard Ossi). J'ai intenté une demi-douzaine de procès en diffamation contre le *groupe Axel Springer*, car les publications de cette maison moralisatrice me rapprochaient tantôt de la Stasi, tantôt des nazis, par le biais de spéculations hasardeuses. Le groupe m'a volontiers versé les dommages et intérêts auxquels il a été condamné – mais il a continué. Jouer les moralisateurs était pour eux un plaisir qui valait bien quelques ennuis. Cela fait longtemps qu'il n'y a plus pour les Allemands de l'Est d'espace vital exempt de dénominations. Et pour ce genre d'affronts, il n'y a aucune excuse ni démission.

Le réveil du sentiment nationaliste – un camouflet pour les mouvements sociaux

En quoi les compétences démocratiques des ex-socialistes de la RDA constituaient-elles, et demeurent encore, un tel sujet d'irritation? Même la presse *Springer* les a applaudis pour leur non-violence et leur humour lorsqu'ils ont forcé leur gouvernement à démissionner en 1989. Mais dès que leurs idées de démocratisation ont menacé de remettre en question le statu quo de la République fédérale, ils ont cessé de rigoler.

Dans le «*Taz*», *Klaus Hartung* a rendu hommage à la Table ronde et le cabinet *Modrow* pour leur programme de démocratisation bien conçu. «Sur ce point, le pouvoir émane vraiment du peuple et reste avant tout entre ses mains – à un degré qui n'a jamais été et n'est toujours pas concevable dans l'ex-Allemagne occidentale d'avant. En RDA démocratique, la résistance non violente est d'ores et déjà garantie dans son statut d'impunité, un processus qui va rendre les lois sécuritaires régissant les initiatives de bases occidentales encore plus gênantes. La démocratie représentative, qui est en fait un régime de grands partis, continue de repousser toute tentative de démocratie directe et de contrôle par la base. En revanche, en RDA, même le domaine de la répression le plus intime est désormais soumis à un contrôle démocratique à partir de la base.»

A l'époque, j'étais membre de la première commission d'enquête indépendante; nous avions pour mandat d'interroger les responsables des violences commises à l'encontre des manifestants par la police et la sécurité de l'Etat. Même réticents et faisant barrage, ces derniers étaient tenus de répondre à nos questions. Nous avons obtenu la démission du chef de la police de Berlin.

«Ce n'est guère votre pays seul [La République Démocratique Allemande du temps de son abolition], c'est l'Est et l'Ouest tout entier qui traversent une crise profonde», voilà ce qui ressortait d'une déclaration publique émanant de personnalités comme *Inge Aicher-Scholl*, *Karl Bonhoeffer*, *Helmut Gollwitzer*, *Margarethe Mitscherlich*, *Heinrich Albers* et d'autres. Elle affirmait que l'on attisait délibérément les sen-

timents nationalistes afin d'enterrer les efforts en faveur d'une démocratie socialiste. Dans ce cas, les «mouvements sociaux dans notre pays subiraient également un tort considérable». L'un des cosignataires, le futurologue autrichien *Robert Jungk*, a carrément supplié: «Pour l'amour du ciel, ne vous laissez pas séduire par les concepts des Etats capitalistes. Si chez nous, on continue à gouverner et à produire comme on l'a fait jusqu'à présent, inévitablement des crises graves et irréparables se profilent à l'horizon». Avions-nous inspiré le SPD qui, en pleine période de transition, a adopté un nouveau programme lors de son congrès de Berlin en décembre 1989? On y lisait des affirmations que celle-ci: «On sait d'expérience – et c'est fondamental – que les seules réformes du capitalisme ne suffiront pas. Il faudrait un nouvel ordre de l'économie et de la société».

Citations fictives et produits de luxe factices

J'ai toujours voulu vivre en démocratie, mais jamais sous le capitalisme. Pour *Mathias Döpfner* et ses amis du FDP, cette pensée répand déjà un nauséabond parfum de communisme. Eh bien, soit. «Les Ossis ne pourront jamais devenir démocrates» – pas si faux, ce pronostic, quand on considère que beaucoup d'Allemands avaient une autre idée de la démocratie: pas un mot démuné de toute substance du genre *Bild-Zeitung*, mais une véritable promesse très liée au «réveil démocratique». Le point d'orgue de nos aspirations retentissait en effet à ce niveau: la prospérité grâce à une démocratie qui s'étendrait également à l'économie, disposant de multiples facettes, qui serait une démocratie de conseil ou de base, et qui en tout cas ne se réduirait pas à la démocratie capitaliste figée sur la propriété privée. Et ces aspirations étaient contagieuses. Une résolution a été adoptée à la faculté de théologie protestante de l'université de Tübingen intitulée «Le temps est venu d'une critique fondamentale du capitalisme». Et le SPD a également suggéré la tenue d'une table ronde à Bonn. Six semaines avant les élections à la Chambre du peuple en RDA, en mars 1990, les sondages lui prédisaient encore la majorité absolue dans ce pays. La camarade *Anke Martini* a alors estimé que les Allemands de l'Est s'étaient déjà bien plus approchés des réponses à apporter «que nous, les Occidentaux, qui avons si peu l'habitude de remettre en question notre système». Bündnis 90 s'attaqua alors au tabou majeur et demande un référendum sur le maintien de la propriété collective.

C'était le moment où la CDU au pouvoir s'est trouvée face à une situation délicate vu le fait que l'on commençait à se poser des questions sur le système. Désormais, il n'était plus possible à la CDU de renverser la vapeur, à moins de frapper un grand coup. Les médias de RDA qui, à la surprise générale, s'étaient rapidement émancipés de la censure et dont les chaînes atteignaient un taux d'audience plus élevé que celles de l'Ouest, n'étaient pourtant pas encore en mesure de contrer les rumeurs de brigandage librement inventées par les tabloïds. Pour la première fois, elles découvraient la puissance de la machine manipulatrice alimentée par les médias privés, qui renverse en un rien de temps l'opinion de la majorité, comme je l'ai démontré en détail dans mon livre «*Tamam und Tabou*» [voir photo de la couverture]. L'une des stratégies consistait à attiser la colère populaire en accusant les hommes politiques de RDA (par le biais de «*Bild*»), mais aussi du magazine «*Der Spiegel*» et d'autres) d'avoir accumulé des biens et produits de luxe aux frais de l'Etat, des diamants aux Jaguars – le tout complètement selon les recettes à la cuisine «*fake-news*». Le *Spiegel* exultait de ce que ces rapports faisaient fureur en RDA, photocopiés des milliers de fois, affichés dans les entreprises et se transformant ainsi en «littérature populaire».

Mais la deuxième stratégie a été encore plus efficace, celle à déclencher la panique. L'occasion s'y prêtait en publiant tout à coup une assertion de *Horst Teltschik*, conseiller le plus proche de *Helmut Kohl* à la chancellerie, selon laquelle l'économie de la RDA allait s'effondrer sous peu, impliquant donc l'insolvabilité totale dans les prochains jours. Pour donner corps à cette absurdité, «*Bild*» affirma qu'elle avait été confirmée par *Lothar de Maizière*, président de la CDU en Allemagne de l'Est. Il démentit signalant qu'il n'en savait rien, mais les médias

occidentaux ne le mentionnèrent pas. En revanche, le *Spiegel* reprend des citations, inventées de toutes pièces, présumément prononcées par *Hans Modrow*, Premier ministre RDA, qui aurait dit: «Nous voilà donc au bout du rouleau. Il nous reste juste assez de fonds pour atteindre le milieu de l'année». C'est seulement alors que Kohl aurait décidé de procéder immédiatement à la préparation de l'union monétaire, «quel qu'en soit le prix». «*Bild*» en tira la conclusion populiste suivante propageant le fait que l'économie de la RDA était sous perfusion et qu'elle aurait donc besoin de la transfusion de *Deutschemark*. La coalition «*Allianz für Deutschland*», créée par le chancelier de l'Ouest en vue des élections à l'Est, se mit au travail.

Choqués et terrorisés, les électeurs accueillirent la promesse du *Deutschemark* comme le messie. Peu à peu cependant, ils se sont rendu compte qu'ils avaient succombé à un nouveau tissu de mensonges et que dans l'avenir, toute idée de réforme était à la vente. Et aujourd'hui encore, la plupart des Allemands de l'Ouest croient à la version répandue aux fins fonds du nouvel empire selon laquelle ceux qu'ils avaient appelé autrefois leurs «frères et sœurs» de l'Est ne désiraient rien d'autre que de vivre le plus rapidement possible «comme à l'Ouest». Néanmoins, même si on a pu éviter de justesse les référendums, le premier sondage électoral significatif a révélé tout autre chose: la quasi-totalité se montra favorable à l'unité, mais 83 % rejetèrent encore l'idée d'une adhésion rapide et inconditionnelle à la *Bundesrepublik* occidentale. Ils souhaitaient avoir leur poids, sur un pied d'égalité, par rapport à la façon de réaliser l'unité. Parmi les acquis de la RDA à préserver dans le processus de réunification, ne figuraient pas que les feux de signalisation et le petit marchand de sable de la télé: 68 % votèrent en faveur de ce qui avait été le cœur même de leur société: la propriété publique commune.

Des excuses lamentables, de nombreux bilans en suspens

La privatisation à l'Est se transforma en un gouffre public de plusieurs milliards, qui pèse encore aujourd'hui sur le budget, alors que le patrimoine privé doublait, le plus souvent exonéré d'impôts. *Ludwig Ehrhard* connaissait la règle du jeu de son système se résumant dans la formule «Seule la propriété garantit la sécurité personnelle et l'indépendance intellectuelle». Tout selon la logique froide: si on ne possède rien, on n'a rien à dire non plus. La démocratie implique une délimitation des pouvoirs. Mais les parlements avaient largement cédé leur pouvoir au gouvernement, le gouvernement a entre-temps cédé le sien à la Commission européenne tandis que celle-ci l'a cédé à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale du commerce OMC. Et l'électeur se voit réduire à voter et se sentir comme Jean le chancelier dans les contes de Grimm. Il lève les yeux au ciel se demandant quelle est la valeur de son vote, si le véritable pouvoir, secret, celui du capital, ne se heurte plus à aucun instance de contrôle? *Christian Führer*, le légendaire pasteur de la *Nikolaikirche* de Leipzig, voulait faire revivre les manifestations du lundi qu'il avait autrefois lancées, en avertissant: «En fait, la deuxième partie de la révolution est encore à venir. L'économie de marché est fondée sur une base essentiellement violente. La dictature de l'idéologie vient d'être remplacée par la dictature du capital».

Aujourd'hui, les Allemands de l'Est ont résigné de tenir ce genre de propos subversifs, notamment grâce à la promesse de pouvoir consommer à loisir. L'ancien parti d'opposition de gauche ne démantèle plus les rapports de force, mais préfère s'autodétruire abandonnant la protestation à la droite. Des publications comme celles de *Mathias Döpfner* ont contribué au nivellement et à la dépolitisation de l'opinion publique. Avec une majorité formatée selon la tendance dominante, la démocratie de base est largement vidée de sens. Il n'est donc pas difficile de présenter ses excuses aux citoyens de l'Est devenus assagis et de prétendre vouloir désormais rendre hommage à leurs acquis. Mais lesquels? Qu'ils aient essayé des alternatives? Personne ne demande plus ce genre de bilan aujourd'hui. Mais celui-ci reste ouvert et ne se limite pas seulement au conflit entre l'Est et l'Ouest. •

Première parution: *Berliner Zeitung* du 20/04/23

Cap erroné pour l'éducation

A propos du rapport 2023 sur l'éducation en Suisse

par Dr Eliane Perret, psychologue et pédagogue curative

Le rapport sur l'éducation 2023, rédigé par le Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE), a été publié début mars de cette année.¹ Ses conclusions sur plus de 500 thèmes concernant le système éducatif suisse, du primaire aux hautes écoles, sont présentées sur plus de 400 pages et près d'un kilo et demi de papier. Près de 120 personnes ont participé à l'élaboration du rapport. Stefan Wolter, directeur du centre de coordination, qui a publié le rapport pour la quatrième fois, a pris la parole dans l'émission «Tagesgespräch» de la radio suisse.² Comme on en a désormais l'habitude dans les émissions de bavardage, l'entretien n'avait pas beaucoup de profondeur et contournaient les thèmes critiques. Le rapport est pourtant un élément central pour le pilotage du système éducatif suisse et doit par conséquent obtenir toute l'attention qui lui est due. Même si les responsables le décrivent uniquement comme un rapport neutre sur des objectifs atteints, il détermine le cap, en suivant respectivement la stratégie de la politique de formation des cantons et de la Confédération.

«Le paquebot garde-t-il son cap?»

Comme l'a constaté la modératrice, il y a dix ans, Stefan Wolter a comparé l'éducation suisse à un paquebot, un paquebot à forte inertie nécessitant beaucoup d'énergie lorsqu'on veut changer de direction, et beaucoup de temps pour freiner. «Le paquebot garde-t-il son cap?» lui demande-t-elle donc, ce à quoi Wolter répond étonnamment par «En principe, oui. Le système éducatif est en assez bonne forme».

J'ai été surprise de cette réponse évasive face à tous les problèmes liés à nos écoles soulevés actuellement partout en Suisse: le manque flagrant de personnel enseignant formé; sa fluctuation toujours élevée; les connaissances toujours insuffisantes des enfants et des jeunes en allemand; le plan d'études 21, très critiqué; la baisse générale de niveau; le nombre regrettamment élevé d'élèves quittant l'école obligatoire avec un niveau insuffisant en lecture et écriture; la question récurrente de l'intégration et de l'encouragement jamais vraiment satisfaisants des enfants ayant des besoins spéciaux, etc.!

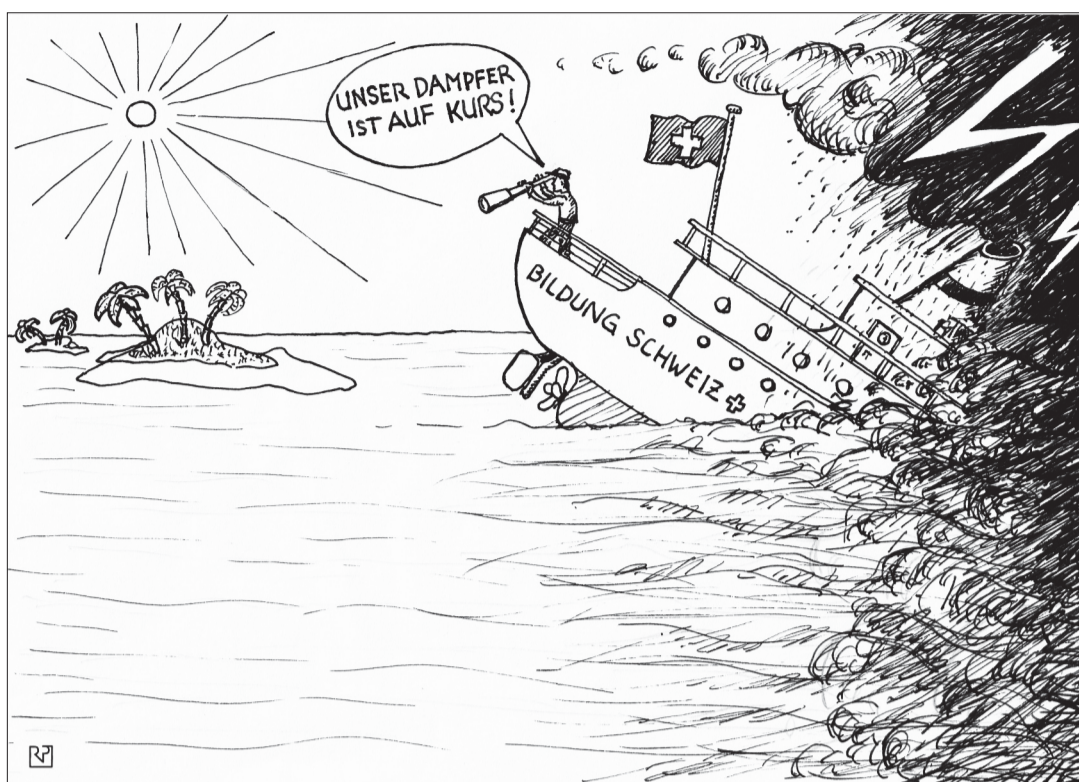
Le paquebot navigue-t-il loin de la réalité et uniquement sur un océan de rêves? Si le capitaine a une mauvaise carte et que la boussole est dérégulée, le bateau n'atteindra certainement pas sa destination, et dans le pire des cas, il fera naufrage. Des signes clairs prédisent une telle évolution.

Un avis de tempête serait justifié

Le point de départ des rapports est toujours constitué de mesures et d'études, sur la base de Pisa et du narratif pédagogique qui l'accompagne. Ces éléments suggèrent un avis de tempête et un changement de cap urgent! Selon Wolter, depuis 2000 ces mesures Pisa auraient toujours montré qu'entre 15 et 20% des élèves quittent l'école obligatoire avec des compétences insuffisantes. «C'est un écueil que nous n'avons pas encore évité». Par conséquent, lorsqu'ils quittent l'école, près d'un cinquième de tous les jeunes ne sont pas préparés à leur formation ultérieure de manière à pouvoir la terminer (qu'il s'agisse d'un apprentissage, d'un lycée ou d'une école de culture générale). «Donc, là non plus, nous ne sommes pas encore tout à fait sur la bonne route. L'objectif serait fixé depuis 2005, à 95%. Nous oscillons autour de 90-91%». En clair, Wolter relève que ces jeunes n'ont toujours pas de diplôme à 25 ans. Que faire donc? Consulter l'avis de tempête? Bien au contraire!

Un paquebot qui ne vaut rien?

Il est frappant de constater qu'aucun changement de cap n'a été opéré ces dernières années dans le domaine de l'éducation, malgré la masse de critiques bien étayées et des expériences négatives. Que de maquillage! Les discussions de fond manquent totalement; quelques changements par-ci, quelques changements par-là: le manque d'enseignants est comblé par des remplaçants formés en un temps record (et se donnent certainement beaucoup de peine!) tout comme le besoin de pédagogues scolaires spécialisés. Des adaptations des objectifs d'apprentissage sont censées résoudre le problème des



(Le bateau porte le nom «Education suisse». Dans la bulle: «Notre bateau maintient son cap».)

«Il est frappant de constater qu'aucun changement de cap n'a été opéré ces dernières années dans le domaine de l'éducation, malgré la masse de critiques bien étayées et des expériences négatives. Que de maquillage! Les discussions de fond manquent totalement ...»

enfants qui ne parviennent pas à suivre. Le manque de connaissances en allemand est effacé par l'enseignement précoce d'une langue étrangère, et des casques antibruit protègent du brouhaha en salle de classe. Pour les enfants et les adolescents qui n'arrivent pas à gérer l'absence d'instructions, de plan hebdomadaire, et ne parviennent pas à organiser seuls leur apprentissage, une industrie du soutien scolaire en plein essor s'engouffre dans la brèche. Mais on n'ose tout simplement jamais soulever la question cruciale, celle de savoir si le «paquebot» sur lequel nous misons tout est vraiment adapté à l'éducation.

La reprise hostile de la «flotte éducative»

Gardons l'image du paquebot: un voyage en bateau demande une préparation adéquate. Celle-ci a consisté, dans le cadre des réformes scolaires en cours depuis au moins 30 ans, à dénigrer dans un premier temps le paquebot scolaire suisse éprouvé et reconnu tous azimuts, qui naviguait bien, et à lui attribuer des signes de désuétude. C'est pourquoi, malgré toutes les objections, il fallait autoriser sa démolition afin d'entamer la prochaine étape.

Pour rappel: les écoles suisses étaient auparavant connues au niveau international pour leur très grande qualité. Elles n'étaient pas restées figées, comme on l'a soudain prétendu et continue de le faire, mais elles avaient relevé les défis de leur époque et intégré dans la formation des enseignants et la pratique scolaire les nouvelles connaissances issues de la recherche pédagogique, didactique et psychologique. En accord avec la mission éducative de notre pays et sa démocratie directe, l'écart entre les enfants performants et les enfants plus faibles était restreint. L'école leur transmettait les connaissances nécessaires pour en faire un jour des citoyens capables de participer aux débats politiques. Appréciée en tant qu'«école du peuple», elle était bien ancrée dans le système politique.

«Pour rappel: les écoles suisses étaient auparavant connues au niveau international pour leur très grande qualité. Elles n'étaient pas restées figées, comme on l'a soudain prétendu et continue de le faire, mais elles avaient relevé les défis de leur époque et intégré dans la formation des enseignants et la pratique scolaire les nouvelles connaissances issues de la recherche pédagogique, didactique et psychologique. En accord avec la mission éducative de notre pays et sa démocratie directe, l'écart entre les enfants performants et les enfants plus faibles était restreint. L'école leur transmettait les connaissances nécessaires pour en faire un jour des citoyens capables de participer aux débats politiques.»

toute évidence du rapport 2023 sur l'éducation: son vocabulaire technocratique, ses statistiques et textes confus trahissent l'absence d'intérêt à se faire comprendre des mandants, à savoir des contribuables et, bien sûr, de la population directement concernée, à savoir les parents d'enfants, les enseignants, les formateurs d'apprentis et, plus généralement, les personnes intéressées par les questions touchant à l'éducation.

Il faut un nouveau paquebot de l'éducation

Pourquoi cela? Parce que le paquebot actuel est fondamentalement mal conçu. Le rapport 2023 sur l'éducation le démontre. Un «paquebot de l'éducation» a besoin de plus que d'«études basées sur des preuves» avec leurs résultats souvent maigres, sous forme de diagrammes et de graphiques, obtenus en observant, en cochant, en testant et en comptant. Elles sont répertoriées par centaines dans la bibliographie du rapport sur l'éducation, toujours suivant le même narratif: les enfants et les jeunes sont considérés comme faisant partie du «paquebot de l'éducation». S'ils ne fonctionnent pas comme souhaité, le système est remanié ou, comme le formule Stefan Wolter: «Il faut beaucoup de patience, car il faut s'imaginer que si l'on intervient quelque part dans le système, les conséquences peuvent intervenir entre 4-5 et 15 ans plus tard, selon l'endroit et l'objectif du remaniement. Je vais vous donner un exemple: si vous faites par exemple une intervention dans l'éducation de la petite enfance dans l'espoir que les personnes concernées obtienne plus tard un diplôme de formation supérieure, vous devez attendre pratiquement 20 ans pour voir si l'intervention en a valu la peine».⁴ Lorsque la modératrice lui demande cependant de citer une mesure prise il y a 15 ou 20 ans dont on pourrait dire aujourd'hui: «C'était bien, ça a servi à quelque chose», son interlocuteur reste muet! Wolter n'en connaît aucune et se réfugie une nouvelle fois dans des explications sur les longs horizons temporels. On y reste perplexe!

Développer de nouvelles perspectives sans avoir le nez dans le guidon

L'état des lieux montre que beaucoup de choses ont mal tourné au cours des dernières décennies. Les analyses sur les raisons sont nombreuses.⁵ Il faut maintenant avoir le courage d'observer sans se voiler la face. Cela en vaut la peine! Ces dernières années, de nombreux chercheurs sérieux se sont penchés avec honnêteté et minutie sur les questions en suspens et ont fourni des réponses, en adoptant un regard impartial et indépendant sur l'ensemble. Et nous ne pouvons pas continuer à ignorer cela: toute réforme de l'éducation doit se baser sur un fondement de psychologie du développement, qui elle repose sur la nature sociale de l'être humain.⁶ C'est ce qui manque au «paquebot de l'éducation», en train d'échouer, tel qu'il est décrit dans le rapport sur l'éducation 2023. Il part d'une image «technologique» de l'enfant, un élément constitutif du système dans lequel le sens commun et d'autres «compétences» interpersonnelles sont considérés tout au plus comme un moyen pour atteindre une fin.

Mais ce n'est pas ainsi que grandissent les êtres humains dont notre monde aurait besoin, aujourd'hui plus que jamais! Et c'est là que l'école doit jouer son rôle en tant qu'institution de formation qui accorde à tous le droit à la formation, à une formation véritable. Sur cette base, des perspectives tout à fait nouvelles et modernes s'ouvriraient aux problèmes que rencontrent aujourd'hui la pratique scolaire et la formation.

¹ CSRE. (2023) *L'éducation en Suisse – rapport 2023*. Aarau: Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation.

² <https://swisscows.com/de/web?query=Tagesgesprach%3A4ch+Stefan+Wolter> (consulté le 5/05/23).

³ voir Langer, R. (Ed.) «Warum tun die das?» *Governanceanalysen zum Steuerungshandeln in der Schulentwicklung*. Berlin, Heidelberg 2008, Springer

⁴ Stefan Wolter dans l'émission *Tagesgespräch SRF 1* du 5/05/23

⁵ voir Bonfranchi, R./Perret, E. *Heilpädagogik im Dialog*. Oberhausen 2021, Athena-wbv

⁶ voir Kissling, B. *Sind Inklusion und Integration in der Schule gescheitert? Eine kritische Auseinandersetzung*. Berne 2022, Hogrefe, pp. 109–162